



République de Guinée Equatoriale
Ministère de l'Economie, de la Planification
et des Investissements Publics
Institut National de la Statistique



Les Comptes Nationaux de Guinée Equatoriale, 2006 - 2013



Groupe de la Banque Mondiale

PREFACE

Le Ministère de l'Économie, de la Planification et des Investissements Publics, à travers l'Institut National de la Statistique de Guinée Équatoriale (INEGE), a élaboré le présent document « Les comptes Nationaux de Guinée Équatoriale, 2006 - 2013 », afin de répondre aux besoins des utilisateurs de disposer de données macro-économiques plus complètes et récentes sur la Guinée Équatoriale. Ainsi, le Gouvernement renoue avec une tradition perdue depuis 1992, date à laquelle la Banque Centrale des États de l'Afrique Centrale, BEAC, avait pris en charge l'élaboration et la publication des comptes nationaux du pays dans son exercice de programmation monétaire.

Ce document propose une actualisation des comptes de la Nation pour la période 2006-2013 sur la base des informations disponibles, ainsi que les comptes provisoires de 2014, établies sur la base des données préliminaires collectées. Le document contient également une analyse des évolutions annuelles de l'économie pour les années 2006 à 2013. La méthodologie utilisée pour élaborer ces comptes nationaux se conforme au Système de Comptabilité Nationale de 1993 (SCN93) des Nations Unies, en utilisant le programme ERETES, recommandé par AFRISTAT à ses États Membres. Aussi, il est recommandé au lecteur d'éviter des comparaisons avec d'autres résultats qui ne seraient pas élaborées selon les principes du SCN93.

La présente publication sera sans doute d'une grande utilité pour le Gouvernement, les Organismes internationaux, les donateurs, les acteurs du développement, les chercheurs, les entreprises et les utilisateurs en général, parce qu'il constitue un instrument important qui aide à mieux connaître la réalité économique de la République de Guinée Équatoriale. En particulier, ces informations statistiques contribueront à une meilleure évaluation et planification du développement socio-économique, dans le cadre de la poursuite de la seconde phase, diversification économique, du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES).

L'Institut National de Statistique de Guinée Équatoriale (INEGE), organe directeur de la statistique du pays, a la pleine préoccupation d'assurer une disponibilité régulière et à temps de telles informations, ce qui requiert une permanente coordination et collaboration de tous les organismes et institutions des secteurs public et privé, sources de données statistiques.

Un tel document n'a pu aboutir que grâce au concours précieux de plusieurs acteurs dont les fournisseurs des données de base. A cet égard, nous voudrions adresser nos remerciements les plus sincères à tous les responsables des sources d'informations, et plus généralement à toutes les personnes physiques ou morales, qui d'une manière directe ou indirecte, ont contribué à l'élaboration de la présente publication « Les comptes Nationaux de Guinée Équatoriale, 2006 - 2013 ».

MALABO, 22 juin 2016

POUR UNE GUINÉE MEILLEURE



Eucario Bacale ANGÜE OYANA

Ministère de l'Économie, de la Planification et des Investissements Publics

TABLE DES MATIERES

PREFACE	2
TABLE DES MATIERES.....	3
LISTE DES GRAPHIQUES, TABLEAUX ET ENCADRES.....	4
INTRODUCTION	5
VUE D'ENSEMBLE	6
LISTE DES ABREVIATIONS	9
ANALYSE ANNUELLE.....	10
1. Éléments d'explication de l'évolution du PIB en 2007	10
1.1. <i>Le dynamisme du secteur secondaire tire la croissance vers le haut</i>	10
1.2. <i>Les exportations impulsent la croissance autant que l'investissement privé</i>	10
2. Évolution du PIB en 2008	11
2.1. <i>Une croissance toujours tirée par le secteur secondaire</i>	11
2.2. <i>État et entreprises ont agi de concert pour moderniser le pays</i>	12
3. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2009	13
3.1. <i>De mauvaises performances du secteur pétrolier inhibent la croissance réelle</i>	13
3.2. <i>« Les entreprises ont continué à investir mais sans perspectives claires,... »</i>	14
4. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2010	15
4.1. <i>L'illusion monétaire a masqué une baisse de la croissance réelle</i>	15
4.2. <i>L'illusion monétaire est due au solde du commerce extérieur</i> ..	16
5. Évolution du PIB en 2011	17
5.1. <i>Après une forte baisse d'activité en 2010, la construction relance la croissance</i>	17
5.2. <i>Le repli des importations et la reprise de l'investissement public ont contribué à la croissance réelle</i>	18
6. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2012	19
6.1. <i>PIB pétrolier et non pétrolier ont contribué à parts égales à la croissance réelle</i>	19
6.2. <i>Les investissements public et privé ont été à un niveau record</i>	20
7. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2013	20
7.1. <i>La baisse dans l'extraction pétrolière et la construction, amortie par le dynamisme du raffinage des produits dérivés, limite la chute globale de la croissance réelle</i>	219
7.2. <i>La chute des investissements publics et privés inhibe la croissance réelle</i>	20
RESULTATS DETAILLES DE LA COMPTABILITE NATIONALE – 2006-2014.....	24
1. Agrégats macroéconomiques, 2006-2014, optique offre	24
2. Agrégats macroéconomiques, 2006-2014, optique demande	27
GLOSSAIRE – DEFINITIONS ET CULTURE COMPTABLE.....	28
ANNEXES – PRINCIPALES DONNEES UTILISEES DANS LES COMPTES	30
1. Tableau 15: Indice de prix, taux de croissance population, taux de change, etc.	30
2. Tableau 16: Prix internationaux et nationaux pétrole et produits dérivés	31
3. Tableau 17: Exportation en valeur et en volume	32
4. Tableau 18: Données sur les boissons et l'électricité	32
5. Tableau 19 : Données sur la production de sable et graviers, services et ventes	33
6. Tableau 20 : Données sur l'administration publique (TOFE)	33
7. Tableau 21 : Données sur la Balance des paiements cohérentes avec les Comptes	34
METHODOLOGIE D'ELABORATION DES COMPTES NATIONAUX	36

LISTE DES GRAPHIQUES, TABLEAUX ET ENCADRES

Graphique 1: Évolution de la croissance du produit intérieur brut (PIB).....	6
Graphique 2: Évolutions en valeur de la structure du PIB	6
Graphique 3: Évolutions en valeur de la structure du PIB	7
Graphique 4: Contributions des emplois à la croissance du PIB	7
Graphique 5: Parts des emplois dans le PIB en 2007	11
Graphique 6: Parts des emplois dans le PIB en 2008	12
Graphique 7: Parts des emplois dans le PIB en 2009	14
Graphique 8: Parts des emplois dans le PIB en 2010	16
Graphique 9: Parts des emplois dans le PIB en 2011	18
Graphique 10: Parts des emplois dans le PIB en 2012	20
Graphique 11: Parts des emplois dans le PIB en 2013	22
Tableau 1: Agrégats macroéconomiques 2006 à 2014	8
Tableau 2: Décomposition du PIB en 2007	10
Tableau 3: Décomposition du PIB en 2008	12
Tableau 4: Décomposition du PIB en 2009	14
Tableau 5: Décomposition du PIB en 2010	16
Tableau 6: Décomposition du PIB en 2011	18
Tableau 7: Décomposition du PIB en 2012	19
Tableau 8: Décomposition du PIB en 2013	22
Tableau 9: PIB optique offre, prix courants du marché.....	23
Tableau 10: PIB optique offre, prix constants du marché N-1.....	24
Tableau 11: PIB optique offre, prix constants année de base 2006.....	25
Tableau 12: PIB optique demande, prix courants du marché	26
Tableau 13: PIB optique demande, prix constants du marché N-1	26
Tableau 14: PIB optique demande, prix constants année de base 2006	26
Tableau 15: Indices de prix, taux de croissance de la population, taux de change, etc.	29
Tableau 16: Prix internationaux et nationaux pétrole et produits dérivés	30
Tableau 17: Exportations en volume et valeur	31
Tableau 18: Données sur les boissons et l'électricité	31
Tableau 19: Données sur la production de « canteras », services et ventes de carburants....	32
Tableau 20: Données sur l'Administration publique (TOFE).....	32
Tableau 21: Données sur la balance des paiements cohérentes avec les comptes	33
Encadré 1: Comptes nationaux et balance des paiements.....	11
Encadré 2: Comptes nationaux et TOFE.....	13
Encadré 3: Comptes nationaux et indice de prix (IPC)	15
Encadré 4: Comptes nationaux et statistiques d'entreprises	17
Encadré 5: Qui utilisent les comptes nationaux ?.....	19
Encadré 6: Comptabilité nationale et comparaisons internationales.....	21
Encadré 7: Méthodologie d'élaboration des comptes nationaux.....	36

INTRODUCTION

La comptabilité nationale fournit une information quantifiée de l'économie d'un pays. Elle présente une synthèse des opérations réalisées par les agents économiques dans un cadre conventionnel et codifié. L'évaluation monétaire et les comptes présentés constituent ses instruments de base. A travers les comptes nationaux, on obtient une information statistique ou mesure périodique (annuelle ou trimestrielle) de l'activité économique. Le Produit Intérieur Brut (PIB) est sans doute l'indicateur principal déterminé par les comptes nationaux et mesure la valeur que l'activité ajoute, en sus des matières utilisées, pour produire le bien ou le service. Le PIB constitue un indicateur très utile, et serve au Gouvernement pour mesurer les effets de sa politique de développement, aux entreprises de thermomètre de l'état de santé de l'économie, aux institutions internationales pour comparer les pays entre eux et définir leur programme d'assistance technique ou de financement, aux universitaires pour leur travaux de recherche, aux particuliers pour comparer son pays au reste du monde, etc.

Pour déterminer le PIB annuel de Guinée Equatoriale, le Ministère de l'Économie, de la Planification et des Investissements Publics (MEPIP), et notamment la Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux (DGSCN) et l'Institut National de la Statistique de Guinée Équatoriale (INEGE), en tant qu'organe directeur de la statistique nationale, ont collecté, centralisé, compilé, traité et analysé un ensemble d'informations administratives et économiques, issues des différentes sources publiques et privées. Que toutes ces différentes sources d'informations reçoivent nos remerciements pour leur collaboration.

Pour la compilation des données, la DGSCN et l'INEGE ont dû développer une série d'activités, telle que l'organisation de la collecte de données sectorielles au moyen de lettres et de questionnaires légers envoyés officiellement aux différentes sources d'information afin d'avoir la meilleure couverture sectorielle possible de l'économie.

En particulier, une des principales sources de mesure du secteur privé est la Déclaration Statistique et Fiscale (DSF), que les entreprises déposent auprès de la Direction Générale des Impôts et Contributions (DGIC). Nous saisissons cette occasion pour solliciter la collaboration, l'effort et la compréhension de tous, dans la mise à disposition de leurs données comptables et contribuer à fournir des informations qui serviront à mieux planifier le développement économique et social de Guinée Equatoriale. Cela n'est possible qu'avec des statistiques fiables et cohérentes, périodiquement collectées, traitées et élaborées. Le Ministère de l'Économie, de la Planification et des Investissements Publics souhaite désormais compter sur l'appui et la collaboration de tous les partenaires potentiels, dans sa prétention de mettre en place une base de données socio-économiques, afin de concrétiser l'élaboration périodique de documents statistiques pour fournir au Gouvernement, aux entreprises, à tous les protagonistes du développement et/ou les chercheurs, les indicateurs et données actualisés les plus significatifs sur la situation socioéconomique de la République de Guinée Équatoriale.

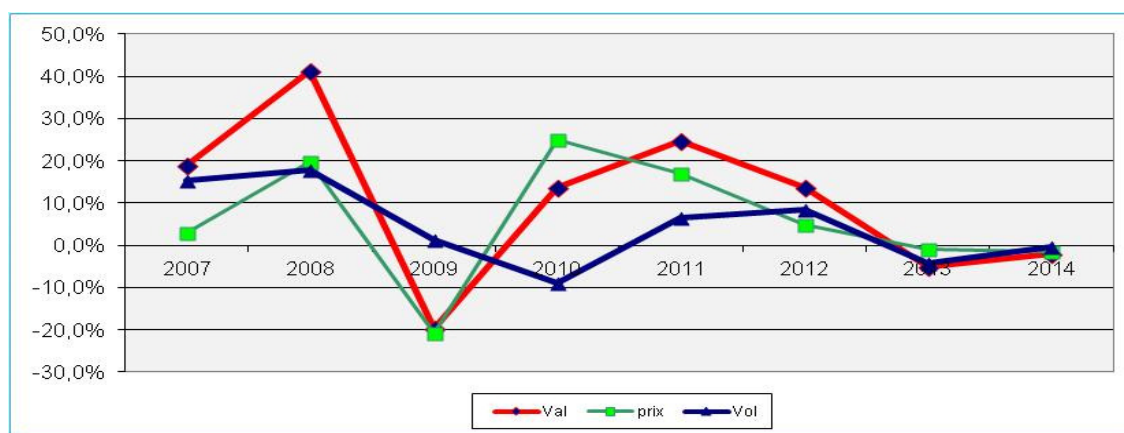
Nous adressons nos remerciements les plus sincères à tous ceux qui veulent prendre part à ce processus de durable développement de notre pays, basé uniquement sur la production et publication de données fiables et cohérentes.

Les comptes nationaux de Guinée Équatoriale, 2006 – 2013 :

VUE D'ENSEMBLE

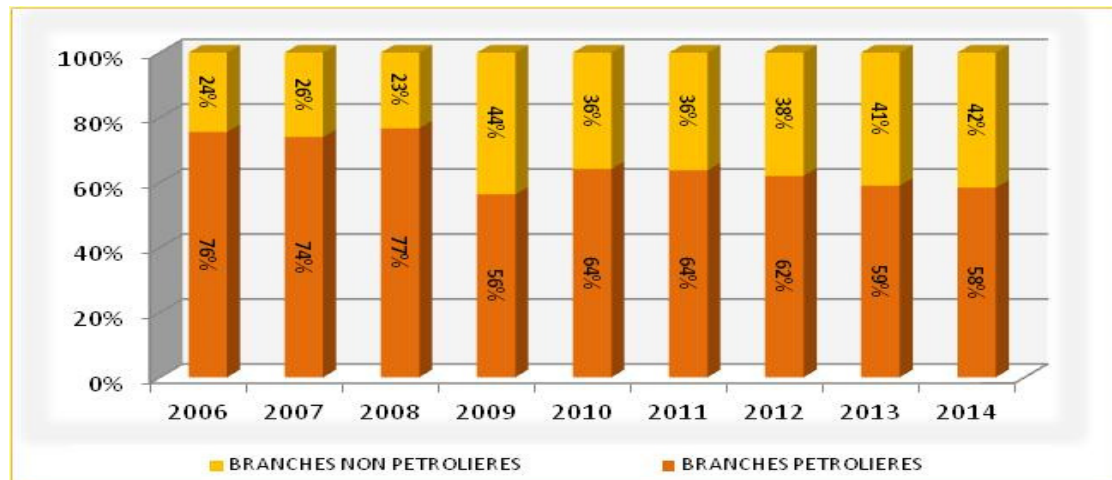
Sur la période 2006 – 2013, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la Guinée Équatoriale a globalement évolué en dents de scie, chaque expansion se suivant par un ralentissement ou une dépression. Ces fluctuations de l'économie nationale illustrent pourtant bien les efforts des acteurs économiques, tant publics que privés, pour développer et moderniser le pays dans un contexte international parfois difficile. A titre d'exemple, la forte expansion de l'économie débutée en 2006 et soutenue par d'importants investissements dans le secteur pétrolier notamment, a très vite buté sur la crise mondiale des « surprimes », survenue en fin 2008. La croissance économique est ainsi passée de 17.8% en 2008 à -8.9% deux ans plus tard en 2010, au plus haut de la crise.

Graphique 1 : Évolution de la croissance du produit intérieur brut (PIB)



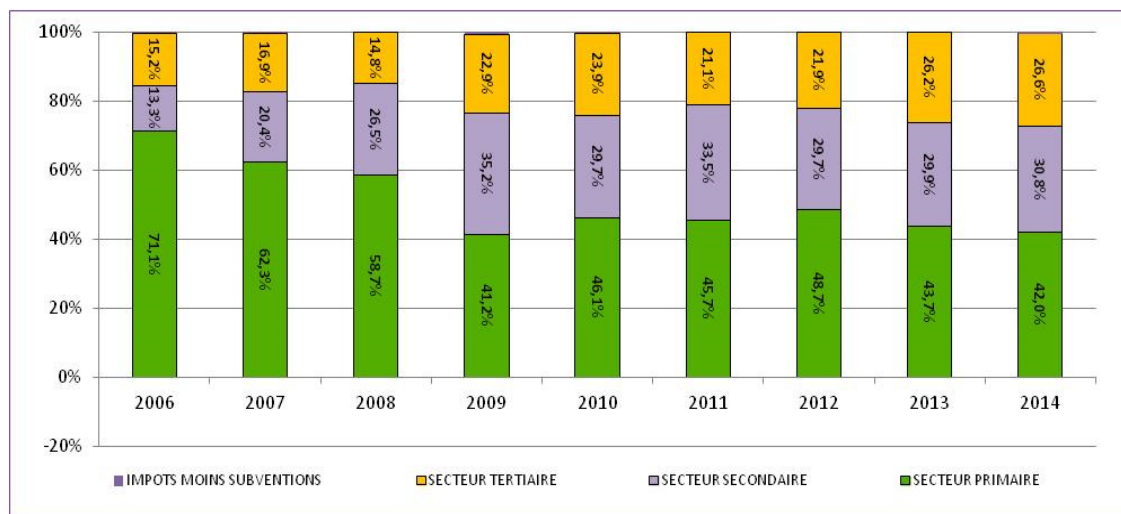
La sensibilité de l'économie nationale aux fluctuations des marchés mondiaux, résulte de la structure même de son PIB, composé majoritairement de branches exportatrices telles que « l'extraction de pétrole brut et gaz naturel » (005) et « méthanol et autres gaz » (008). Après la crise de la fin des années 2000, le poids des branches pétrolières, qui était de 75.3% du PIB en 2006, a chuté jusqu'à 57.7% en 2013, du fait de l'effet conjugué de la conjoncture internationale, la diminution de la production pétrolière (113.0 millions barils en 2009 à 94.0 millions en 2013), l'essor de certaines branches (« autres industries », « électricité », « hôtels-restaurants », « transports-Telecom », etc.).

Graphique 2 : Évolution en valeur de la structure du PIB



Ce changement dans la structure de l'économie a été au bénéfice aussi bien du secteur secondaire que de celui des services. En effet, le secteur secondaire, du fait de l'exploitation du gaz naturel, produit fatal du pétrole brut pour la branche « méthanol et autres gaz » (branche 008 du secteur secondaire) et la construction, a enregistré une augmentation de son poids dans le PIB. Celui-ci est passé de 13.3% en 2006 à près de 31.5% en moyenne entre 2009 et 2014. Quant au secteur tertiaire (Commerce, Administration, etc.), sa part s'est accrue de 15.2% en 2006 à 26.8% en 2014.

Graphique 3 : Évolution en valeur de la structure du PIB



Au niveau des emplois, les deux principaux contributeurs à l'évolution du PIB réel ont été le solde du commerce extérieur et l'investissement, qui ont pesé à eux deux 74.7% du PIB nominal entre 2007 et 2012, avant de tomber à 58.6% en 2013. Le solde du commerce extérieur dépend essentiellement des exportations de pétrole brut tandis que l'investissement est principalement réalisé par les branches des sociétés pétrolières, notamment lorsqu'il s'agit de l'investissement privé. L'économie nationale a profité de l'investissement au travers de la branche « construction » qui a fourni en moyenne 48.3% de la FBCF entre 2006 et 2013. Bien que 51.4% des produits utilisés comme FBCF soient des biens importés (machines, matériel de transport, etc.), l'investissement, qui était le principal moteur de la demande entre 2006 et 2012 (poids 55.3%), ne représente plus en 2013 que 42.2%. En effet, la réduction des investissements des branches pétrolières est à l'origine du ralentissement économique observé à partir de 2013, du fait notamment de leurs effets directs sur la branche construction et de leurs effets indirects sur la productivité à long terme au niveau des branches qui font usage de ces machines importées.

Graphique 4 : Contributions des emplois à la croissance du PIB en volume

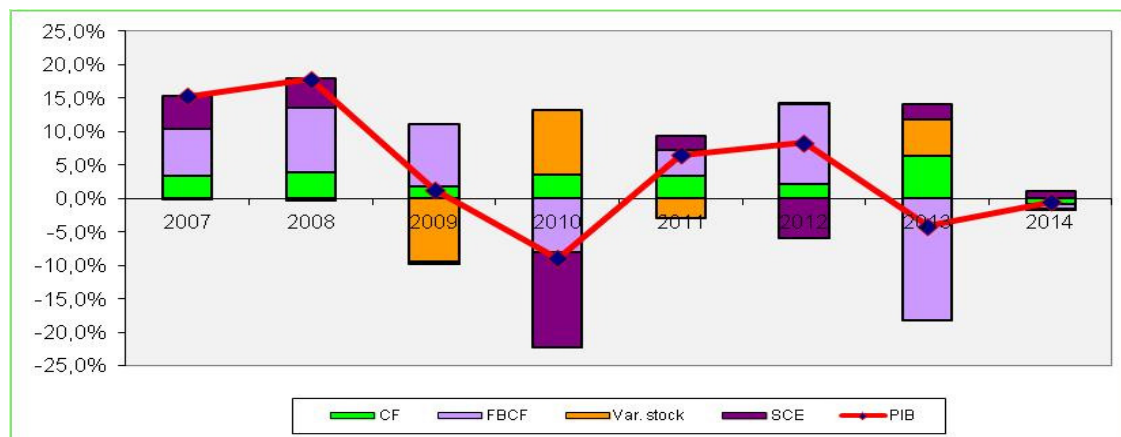


Tableau 1: Agrégats macroéconomiques de 2006 à 2014

SYNTHESE (milliards F.CFCA)	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014^{Est}
PIB en valeur courante du marché	5 274.1	6 264.8	8 844.1	7 095.9	8 072.3	10 064.6	11 430.5	10 840.5	10 631.7
PIB à prix constant de l'année N-1	5 274.1	6 080.1	7 379.9	8 962.9	6 462.7	8 598.9	10 901.3	10 958.0	10 786.4
PIB à prix constant de l'année base 2006	5 274.1	6 080.1	7 162.4	7 258.6	6 610.8	7 042.1	7 627.5	7 312.2	7 275.7
Croissance en valeur		18.8%	41.2%	-19.8%	13.8%	24.7%	13.6%	-5.2%	-1.9%
Croissance en volume		15.3%	17.8%	1.3%	-8.9%	6.5%	8.3%	-4.1%	-0.5%
Croissance en prix		3.0%	19.8%	-20.8%	24.9%	17.0%	4.9%	-1.1%	-1.4%
Déflateurs	1.000	1.030	1.235	0.978	1.221	1.429	1.499	1.483	1.461
Impôts moins subventions sur produits	18.5	26.1	-6.9	53.9	27.6	-25.4	-33.5	12.5	70.6
Épargne intérieure	3 830.1	4 557.3	6 836.7	4 673.7	5 239.3	6 830.1	7 805.1	6 365.7	6 114.2
Demande intérieure	2 875.5	3 599.3	4 500.6	6 226.5	6 249.3	7 075.2	8 947.4	7 745.4	7 818.7
Taux effectif de prélèvement fiscal	10.3%	8.2%	7.9%	13.3%	8.1%	8.0%	9.7%	8.4%	8.9%
Taux d'investissement	26.5%	29.6%	27.5%	39.4%	38.1%	32.0%	41.1%	30.3%	31.1%
Demande intérieure en % du PIB	54.5%	57.5%	50.9%	87.7%	77.4%	70.3%	78.3%	71.4%	73.5%
Taux de pénétration	66.4%	78.6%	76.9%	58.4%	74.7%	55.8%	57.6%	55.2%	55.0%
Propension moyenne à exporter	82.3%	88.6%	89.2%	74.3%	85.8%	75.1%	71.9%	67.7%	66.7%
Taux de couverture	227.4%	194.9%	226.1%	155.3%	145.6%	191.2%	160.6%	172.4%	165.4%
Compétitivité économique du pays	46.1%	43.2%	49.8%	26.5%	26.8%	35.8%	27.1%	28.4%	26.4%
Degré d'ouverture	59.3%	67.0%	64.3%	61.1%	72.3%	57.2%	58.3%	53.4%	53.5%
PIB per capita à prix courants (F.Cfa)	5 869 918	6 738 038	9 192 231	7 127 203	7 835 216	9 440 498	10 361 122	9 495 871	8 999 778
PIB per cápita à prix constants de 2006 (F.Cfa)	5 869 918	6 539 394	7 444 286	7 290 576	6 416 652	6 605 401	6 913 896	6 405 228	6 158 932
Population estimée (taux de croissance 3,42%)	898 504	929 772	962 128	995 611	1 030 258	1 066 111	1 103 212	1 141 604	1 181 332

Source : MEPIP – DGSCN/INEGE

LISTE DES ABREVIATIONS

BBL	:	Barils.
BEAC	:	Banque des États de l'Afrique Centrale.
BDP	:	Balance des Paiements.
CAN	:	Coupe Africaine des Nations.
CB	:	Compte de Branche.
CCF	:	Consommation de Capital Fixe.
CEMAC	:	Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale.
CF	:	Consommation Finale.
CI	:	Consommation Intermédiaire.
DGB	:	Direction Générale du Bois.
DGB	:	Direction Générale du Budget.
DGC	:	Direction Générale de « Canteras » (sables, graviers, etc.).
DGDR	:	Direction Générale du Développement Rural.
DGH	:	Direction Générale des Hydrocarbures.
DGIC	:	Direction Générale des Impôts et Contributions.
DGSCN	:	Direction Générale de la Statistique et des Comptes Nationaux.
DSF	:	Déclaration Statistique et Fiscale.
EEM	:	Enquête Equato-guinéenne auprès des Ménages.
ERETES	:	Équilibre Ressources-Emplois Tableau Entrée-Sortie.
FBCF	:	Formation Brut de Capital Fixe.
F.CFA	:	Franc de la Communauté Financière d'Afrique.
FMI	:	Fonds Monétaire International.
GETESA	:	Guinée Équatoriale des Télécommunications SA.
IDH	:	Indice de Développement Humain.
INEGE	:	Instituto Nacional de Estadística de Guinea Ecuatorial, Institut National de Statistique de Guinée Équatoriale.
INSESO	:	Institut National de Sécurité Sociale.
IPC	:	Indice des Prix à la Consommation.
IPI	:	Indice de la Production Industrielle.
ISBL	:	Institution Sans But Lucratif.
LNG	:	Liquefied Natural Gas (Gaz Naturel Liquéfié).
MEGUI	:	Mobil Equatorial Guinea.
MEPIP	:	Ministère de l'Économie, de la Planification et des Investissements Publics.
MHP	:	Ministère des Finances et Budgets (Ministerio de Hacienda y Presupuestos).
MMIE	:	Ministère des Mines, Industrie et Énergie (Ministerio de Minas, Industria y Energia).
NB	:	Nota Bene.
OIT	:	Organisation Internationale du Travail.
OMC	:	Organisation Mondiale du Commerce.
ONU	:	Organisation des Nations Unies.
PIB	:	Produit Intérieur Brut.
PIP	:	Programme des Investissements Publics.
PNDSE	:	Programme National de Développement Social et Économique.
PROPANA	:	Programme de Promotion de l'Agriculture Nationale.
SCE	:	Solde du Commerce Extérieur.
SCN	:	Système de Comptabilité nationale.
SEGESA	:	Société d'Électricité de Guinée Équatoriale SA.
SIFIM	:	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés.
TGE	:	Trésorerie Générale de l'État.
TOFE	:	Tableau des Opérations Financières de l'État.
VA	:	Valeur Ajoutée.
VS	:	Variation de Stocks.

ANALYSE ANNUELLE

1. Éléments d'explication de l'évolution du PIB en 2007

L'année 2007 a été marquée par une croissance robuste de 15,3% due à une très bonne performance du secteur secondaire (+71,4%) du côté de l'offre et la bonne tenue des exportations (+23,9%) du côté de la demande.

1.1. Le dynamisme du secteur secondaire tire la croissance vers le haut

Le dynamisme du secteur secondaire (+71.4%) a été induit par la bonne tenue de la branche « Méthanol et autres gaz » (+142.7%) ». La contribution du secteur secondaire à la croissance du PIB réelle a atteint 9.5 points de pourcentage sur un total de 15.3%. À noter par ailleurs que les très bons résultats du secteur non pétrolier (+21.7%), dans un contexte modéré de hausse de prix (+3.9% en moyenne), lui ont permis d'augmenter son poids relatif dans la structure du PIB.

Tableau 2: Décomposition du PIB en 2007

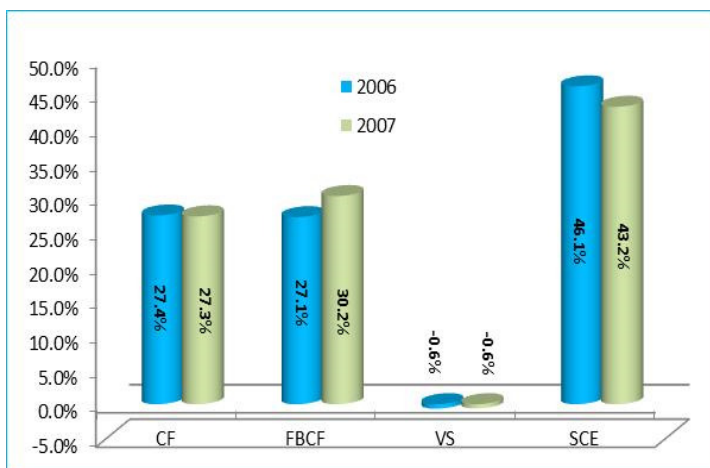
2007 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	6 264.8	18.8%	3.0%	15.3%	100.0%	15.3%
SECTEUR PRIMAIRE	3 901.0	4.0%	1.8%	2.2%	62.3%	1.5%
SECTEUR SECONDAIRE	1 278.4	81.9%	6.1%	71.4%	20.4%	9.5%
SECTEUR TERTIAIRE	1 059.3	32.0%	4.4%	26.4%	16.9%	4.0%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	26.1	41.0%	-9.9%	56.4%	0.4%	0.2%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	4 616.5	16.2%	2.8%	13.0%	73.7%	9.8%
PIB NON PETROLIER	1 622.2	26.4%	3.9%	21.7%	25.9%	5.3%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	1 707.5	18.2%	5.3%	12.3%	27.3%	3.4%
PUBLIC	479.8	25.1%	4.9%	19.2%	7.7%	1.4%
MENAGES	1 227.7	15.8%	5.5%	9.8%	19.6%	2.0%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 891.8	32.2%	4.9%	26.0%	30.2%	7.1%
PUBLIQUE	828.6	28.9%	4.9%	22.9%	13.2%	2.8%
PRIVEE	1 063.2	34.8%	4.9%	28.6%	17.0%	4.3%
VARIATION DE STOCKS	-38.3	13.7%	10.2%	3.2%	-0.6%	0.0%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	2 703.8	11.2%	0.5%	10.6%	43.2%	4.9%
EXPORTATIONS	5 552.0	27.9%	3.2%	23.9%	88.6%	19.7%
IMPORTATIONS	2 848.2	49.1%	5.8%	40.9%	-45.5%	-14.8%

Le tertiaire s'est aussi significativement accru (+26.4%) grâce au commerce (+45.5%) et à l'administration (+31.1%). Le développement des fonctions de l'État est en corrélation avec la modernisation et la mutation du pays. L'État démontre ainsi clairement son souhait de vouloir jouer un rôle de premier plan dans le domaine économique et accompagner le changement.

1.2. Les exportations impulsent la croissance autant que l'investissement privé

Au niveau des emplois, les exportations sont restées en 2007 le plus important poste contributeur au PIB nominal (88.6% contre 82.3% en 2006). Toutefois le fait que le volume (+40.9%) des importations aient augmenté deux fois plus vite que celui des exportations, qui ont également crû (+23.9% en volume), pourrait constituer une menace à la longue pour le solde commercial.

Graphique 5 : Parts des emplois dans le PB en 2007



hausse menaçante de ces dernières (cf. *supra*).

Cependant, avec une contribution au PIB de 7.1% sur 15.3%, les investissements ont en grande partie dopé l'économie nationale.

L'investissement privé a notamment à lui seul autant impulsé la croissance (+4.3%) que le commerce extérieur (+4.9% de contribution). La hausse de la FBCF explique celle des importations auxquelles les investisseurs ont en partie recours, surtout pour les biens d'équipements, d'où l'allusion précédente à la

Encadré 1 : Comptes nationaux et balance des paiements

La balance des paiements (BDP) est une source de données précieuse pour la Comptabilité Nationale. C'est elle qui renseigne les comptes sur toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents. Alors que les douanes enregistrent les flux physiques des biens qui traversent les frontières, la balance mesure les flux des mêmes biens, mais aussi les services et flux financiers de l'extérieur vers l'intérieur (importations) et de l'intérieur vers l'extérieur (exportations) directement sur les comptes bancaires à partir des flux monétaires inverses que ces transactions génèrent.

Cette comptabilité est de la responsabilité des banques centrales auxquelles ces transactions ne peuvent échapper dans un monde idéal. Le monde, ni le système statistique ne sont parfaits et nombre de transactions légales ou illégales échappent à la Balance, c'est ce qui est désigné par « le trou noir de la Balance des paiements ». Pour le réduire, la Balance utilise toutes sortes de techniques dont les données de la Comptabilité Nationale pour contrôler ses propres soldes.

2. Évolution du PIB en 2008

En 2008, la robustesse du PIB se confirme d'avantage grâce à un secteur secondaire encore plus vigoureux au niveau de l'offre et des exportations toujours en hausse (+15.4%), bénéficiant de prix mondiaux avantageux pour le pétrole (+26.9%) et le gaz (+17.0% le baril de propane ou butane, +16.3% la tonne de méthanol, et +63.0% le mètre cube de LNG), au niveau de la demande.

2.1. Une croissance toujours tirée par le secteur secondaire

En 2008, le PIB a enregistré une progression en termes réels de 17.8%, suite principalement au fort dynamisme du secteur pétrolier, notamment celui du gaz LNG pour la deuxième année consécutive (+151.1%). La production du pétrole brut n'a en revanche que modérément progressé (+2,6%). Le secteur pétrolier, avec une contribution à la croissance réelle de 11.6% sur 17.8%, renforce son statut de moteur de la croissance de la Guinée Équatoriale, en dépit des fortes croissances enregistrées dans d'autres branches d'activités telles que : construction (+53.2%), activités financières (+50.3%), administration (+26.2%), etc. Le dynamisme de ces activités non-pétrolières fait suite à la mise en œuvre

du PNDES¹, qui comprend en particulier l'intensification de grands travaux d'infrastructures. Enfin, l'État a par ailleurs pratiqué cette année une politique généreuse de soutien à la consommation, notamment des carburants, par les recettes fiscales passées, comme le démontre la supériorité des subventions octroyées sur les impôts collectés.

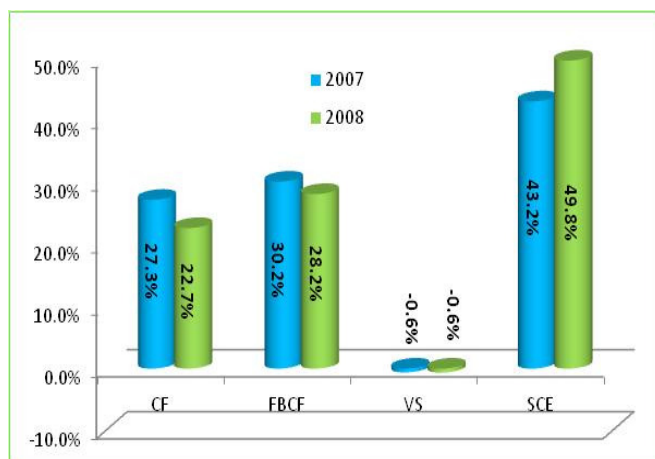
Tableau 3: Décomposition du PIB en 2008

2008 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 844.1	41.2%	19.8%	17.8%	100.0%	17.8%
SECTEUR PRIMAIRE	5 192.4	33.1%	30.9%	1.7%	58.7%	1.0%
SECTEUR SECONDAIRE	2 346.5	83.5%	11.0%	65.4%	26.5%	13.3%
SECTEUR TERTIAIRE	1 312.2	23.9%	0.7%	23.0%	14.8%	3.9%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	-6.9	-126.6%	72.4%	-115.4%	-0.1%	-0.5%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	6 788.3	47.0%	27.1%	15.7%	76.8%	11.6%
PIB NON PETROLIER	2 062.7	27.2%	1.0%	25.9%	23.3%	6.7%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	2 007.4	17.6%	3.0%	14.1%	22.7%	3.9%
PUBLIC	588.5	22.6%	-0.6%	23.4%	6.7%	1.8%
MENAGES	1 418.9	15.6%	4.6%	10.5%	16.0%	2.1%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	2 493.2	31.8%	-0.4%	32.3%	28.2%	9.7%
PUBLIQUE	1 124.0	35.6%	-0.3%	36.0%	12.7%	4.8%
PRIVEE	1 369.2	28.8%	-0.4%	29.3%	15.5%	5.0%
VARIATION DE STOCKS	-57.3	49.7%	9.5%	36.7%	-0.6%	-0.2%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	4 400.9	62.8%	47.6%	10.3%	49.8%	4.4%
EXPORTATIONS	7 891.1	42.1%	23.2%	15.4%	89.2%	13.6%
IMPORTATIONS	3 490.2	22.5%	1.9%	20.2%	-39.5%	-9.2%

2.2. État et entreprises ont agi de concert pour moderniser le pays tandis que le solde du commerce extérieur a fait atteindre des sommets au PIB en valeur (+41.2%)

En 2008, du côté des emplois, la croissance réelle a été de nouveau soutenue par les investissements ; ils ont été responsables de 9.7% des 17.8% de croissance. État et entreprises ont rivalisé cette fois à parts égales (4.8% pour l'un et 5.0% pour l'autre) pour contribuer à l'augmentation de la croissance. Compte tenu du poids respectif de chacun, ce rattrapage a fait suite à un plus grand effort de l'État (35.6% contre 28.8%) en matière

Graphique 6 : Parts des emplois dans le PB en 2008



d'investissements par rapport au secteur privé du fait du PNDES, (cf. *supra*) et des programmes de désenclavement des régions, tandis que l'investissement privé s'est accru du fait de l'intensification de l'exploration pétrolière de compagnies telles que HESS, MEGUI et NOBLE ENERGY.

Le PIB en valeur a quant à lui fait un bond de 41.2%, grâce au solde du commerce extérieur (62.8%) qui a profité du dynamisme retrouvé des exportations, en particulier de gaz LNG (cf. *supra*)

et son poids plus élevé sur les importations dans le PIB, dans un contexte international favorable. En effet, le prix du baril de pétrole a par exemple progressé en moyenne de

¹ PNDES: Plan National de Développement Économique et Social, débuté en novembre 2007.

36.4% sur les marchés mondiaux au cours de l'année. Enfin, à en juger par la structure des emplois dans le PIB en valeur, la crise des « surprimes », survenue en fin d'année, n'a pas eu d'impact immédiat sur l'activité économique équato-guinéenne.

Encadré 2 : Comptes nationaux et TOFE

Le tableau des opérations financières de l'État (TOFE) renseigne les comptes nationaux à plusieurs niveaux. L'État est un secteur institutionnel qui assure la production de biens et services non marchands et redistribue la richesse créée entre les secteurs résidents pour le bénéfice collectif. Le TOFE fournit aux comptes nationaux les éléments de calcul de la production des branches du secteur public telles Administration, Enseignement et Santé, ainsi que le total des impôts collectés et les subventions versées sur la production et les produits. Les comptes nationaux peuvent ainsi contrôler la pertinence de ces données et en faire recoupement avec les autres informations dont ils disposent par ailleurs (sources enquêtes et Déclaration Statistiques et Fiscale des entreprises détaillées produit par produit, branche par branche).

En retour, l'État utilise les comptes nationaux pour mettre en perspective son action et en mesurer l'impact sur l'activité économique. Il examine en particulier la pertinence de ses politiques d'aides aux entreprises via les subventions ou ses investissements, ses consommations individuelles et collectives, par rapport aux objectifs qu'il s'était fixés.

3. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2009

2009, un an après le début de la crise des « surprimes », le bilan économique de la Guinée Équatoriale est honorable. L'économie a résisté en volume (+1.3% de croissance du PIB) mais a enregistré une baisse conséquente en valeur (-19.8%), compte tenu du repli des exportations de pétrole brut (-13.7%) conjugué à la forte baisse des prix moyens du pétrole (-36.3%) et des gaz (produits dérivés) (-39.9% en moyenne) sur les marchés mondiaux.

3.1. De mauvaises performances du secteur pétrolier (-15.0%) inhibent la croissance réelle (+1.3%).

L'année 2009 a été une année difficile, la chute en volume (-13.9%) de la production de pétrole brut, conjuguée à la mauvaise conjoncture sur le marché international, a conduit le PIB nominal pétrolier à diminué significativement, passant de 6 788.3 milliards en 2008 à 3 968.2 milliards de F.CFA en 2009. Situation qui aurait pu être plus grave si les branches « Méthanol, et autres gaz » et « construction » n'avaient pas confirmé leur développement (respectivement +12.3% et +72.5%) pour soutenir la croissance (respectivement 3.0% et 4.6% des 8.0% de contribution du secteur secondaire). En effet, la hausse de la production en volume des produits dérivés (méthanol +27.2%, LNG +16.0%, propane +9.1% et butane +8.1%) dans un contexte de baisse de prix sur le marché mondiale, conjuguée aux bonnes performances de la construction, qui a bénéficié du maintien des commandes du privé et de la poursuite du PNDES (cf. *supra*) de l'état, a réellement permis de freiner la chute de l'économie réelle. Parallèlement le PIB non pétrolier a enregistré une hausse de +22.8% en volume et de 21.4% en prix, permettant ainsi à son poids dans la structure du PIB global de passer de 23.3% en 2008 à 43.3% en 2009 (construction : +72.5% ; agroalimentaire : +66.9% ; administration publique : +14.1%). A noter toutefois, une décélération du secteur tertiaire, qui est passé en volume de 23.3% en 2008 à 3.1% en 2009, suite notamment au repli du commerce (-10.1%), des activités financières (-10.7%, principalement au niveau de la branche assurances) et du ralentissement des transports et télécommunications

(passant de 32.5% en 2008 à 1.0% en 2009, du fait de la baisse des frets aérien et maritime au niveau de Malabo, respectivement -41.9% et -15.4%).

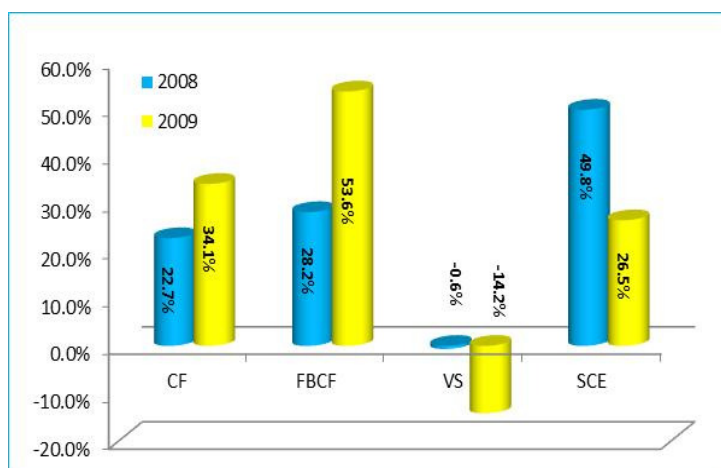
Tableau 4: Décomposition du PIB en 2009

2009 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	7 095.9	-19.8%	-20.8%	1.3%	100.0%	1.3%
SECTEUR PRIMAIRE	2 925.1	-43.7%	-35.3%	-13.0%	41.2%	-7.6%
SECTEUR SECONDAIRE	2 495.0	6.3%	-18.3%	30.1%	35.2%	8.0%
SECTEUR TERTIAIRE	1 621.9	23.6%	19.9%	3.1%	22.9%	0.5%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	53.9	-875.8%	33.1%	-682.8%	0.8%	0.5%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	3 968.2	-41.5%	-37.9%	-5.9%	55.9%	-4.5%
PIB NON PETROLIER	3 073.8	49.0%	21.4%	22.8%	43.3%	5.3%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	2 422.2	20.7%	11.9%	7.9%	34.1%	1.8%
PUBLIC	790.1	34.3%	14.4%	17.4%	11.1%	1.2%
MENAGES	1 632.1	15.0%	10.7%	3.9%	23.0%	0.6%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	3 804.3	52.6%	14.7%	33.0%	53.6%	9.3%
PUBLIQUE	2 174.9	93.5%	14.7%	68.7%	30.7%	8.7%
PRIVEE	1 629.4	19.0%	14.7%	3.8%	23.0%	0.6%
VARIATION DE STOCKS	-1 009.0	1659.9%	13.1%	1456.4%	-14.2%	-9.4%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	1 878.5	-57.3%	-57.0%	-0.6%	26.5%	-0.3%
EXPORTATIONS	5 275.3	-33.1%	-30.4%	-4.0%	74.3%	-3.5%
IMPORTATIONS	3 396.8	-2.7%	6.0%	-8.2%	-47.9%	3.2%

3.2. Les entreprises ont continué à investir mais sans perspectives claires, elles ont arrêté de produire et ont puisé dans leurs stocks pour répondre à la Demande

Du côté de l'offre comme de la demande, la contribution de l'investissement (+9.3%) à la croissance réelle a été inhibée par un effet contraire, un très fort déstockage (-9.4%). En augmentant l'investissement (+68.7%) et ses consommations (+17.4%), l'État a tenté de pallier la baisse de la demande extérieure en utilisant le fruit des recettes pétrolières passées pour offrir des chantiers aux entreprises de la branche Construction notamment dans le cadre du PNDES. Toutefois, l'action de l'État sur le PIB a été contrebalancée par le

Graphique 7 : Parts des emplois dans le PB en 2009



choix des entreprises, qui ont préféré satisfaire la demande de biens en puisant dans leurs stocks pour 1 009.0 milliards de F. CFA. Le solde du commerce extérieur est resté positif en niveau car les exportations ont beaucoup baissé en prix (-30.4%) mais peu en volume (-4.0%), tandis que les importations ont aussi diminué (-8.2% en volume) et bénéficié de prix faiblement positifs. Le solde a donc pesé deux fois moins dans le PIB nominal au profit de la FBCF (cf. supra). Le graphique permet donc d'apprécier l'ampleur des déformations subies par la structure des emplois dans le PIB suite à cette première année de crise.

Encadré 3 : Comptes nationaux et indices de prix (IPC)

Dans le monde réel, c'est-à-dire celui de tous les jours, nous utilisons les notions de valeur et quantité qui pour nous équivalent au concept de volume. La phrase « j'ai acheté 1kg de tomates à 1 000 F.CFA » par exemple est toute simple pour la plupart d'entre nous, mais pas pour la Comptabilité Nationale et la statistique en général.

En statistique, nous ne mesurons pas uniquement des biens ou services « homogènes » comme les tomates, mais toutes sortes de tomates de qualités différentes, voire selon la nomenclature utilisée, nous mesurons des tomates avec d'autres fruits et légumes. À cause de cela, le volume diffère en statistique de la quantité telle que nous la concevons et signifie « le panier de biens et services » qu'il est possible de se procurer aujourd'hui, valorisé au prix (ou panier auquel on a appliqué les prix) d'une année de référence. Référence qui peut être l'année précédente ou toute autre année devant servir de base de comparaison avec aujourd'hui. Par voie de conséquence, la méthodologie pour mesurer l'évolution des prix est très complexe.

Il faut premièrement construire des paniers de biens et services représentatifs du phénomène à mesurer (consommation finale, importation, etc.). Pour cela, on utilise les données et la nomenclature des comptes nationaux pour déterminer les pondérations de certains paniers. Puis deuxièmement, on mesure rigoureusement le prix des mêmes produits du panier à chaque période choisie (quinzaine, mois), en veillant à ce que les changements éventuels qui peuvent survenir d'une période à une autre d'un produit, n'affectent pas la représentativité du panier. Pour chaque produit, on calcule sa variation d'une période à l'autre qu'on appelle indice d'évolution. L'IPC est une moyenne pondérée de ces indices pour l'ensemble des produits du panier retenu.

C'est à ce prix que les comptes nationaux peuvent « déflater » les valeurs des données qu'ils reçoivent et mesurer la croissance réelle de l'économie nationale.

4. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2010

En 2010, l'effet de richesse dont a bénéficié le pays du fait de prix des matières premières avantageux, a caché un ralentissement de l'activité économique réelle, qui pâtit de la baisse du secteur pétrolier et de la construction. Cette illusion monétaire s'explique par le solde du commerce extérieur (+146% en prix) qui a bénéficié des prix très avantageux à l'import (+7.8%) comme à l'export (+31.0%).

4.1. L'illusion monétaire a masqué une baisse de la croissance réelle (-8.9%)

En 2010, le PIB a enregistré une baisse en volume de 8.9%, sous l'effet de la mauvaise performance des secteurs pétrole, gaz et construction, mais une hausse nominale (+13.8%) du fait de la conjoncture internationale favorable. En effet, l'économie nationale a profité du retour de la croissance mondiale et de la remontée rapide des prix des produits pétroliers (Pétrole brut : +28.0% ; LNG : +21.4% ; propane : +46.8%). Cependant, la baisse de la production en volume dans le secteur pétrolier (-7.5% pétrole brut, -12.8% propane, -11.1% butane, -17.4% méthanol et -4.1% LNG) a limité le bénéfice que la Guinée Équatoriale aurait pu tirer de cette conjoncture internationale favorable. Cette situation s'est conjuguée avec le repli de la construction (-44.3% en volume), qui est à mettre en parallèle avec l'évolution du budget d'investissement de l'État en nette baisse (-25.7%). Fort heureusement, le rebond du tertiaire (+14.6% en volume) a permis d'atténuer les contres performances des secteurs primaire et secondaire. Cette reprise du tertiaire s'explique par

le commerce (+29.2%), les activités financières (+30.4%) et l'administration (+11.8%).

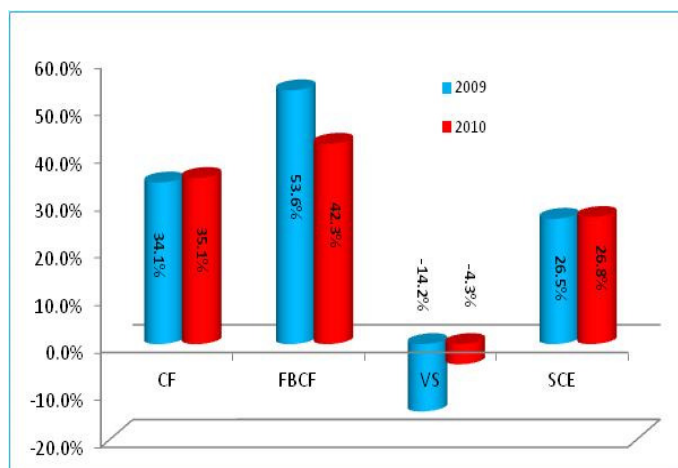
Tableau 5: Décomposition du PIB en 2010

2010 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	8 072.3	13.8%	24.9%	-8.9%	100.0%	-8.9%
SECTEUR PRIMAIRE	3 720.2	27.2%	37.5%	-7.5%	46.1%	-3.1%
SECTEUR SECONDAIRE	2 399.1	-3.8%	28.1%	-24.9%	29.7%	-8.8%
SECTEUR TERTIAIRE	1 925.4	18.7%	4.3%	13.8%	23.9%	3.2%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	27.6	-48.8%	-27.5%	-29.4%	0.3%	-0.2%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	5 164.0	30.1%	42.1%	-8.5%	64.0%	-4.7%
PIB NON PETROLIER	2 880.7	-6.3%	3.2%	-9.2%	35.7%	-4.0%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	2 833.0	17.0%	6.0%	10.3%	35.1%	3.5%
PUBLIC	943.3	19.4%	5.5%	13.2%	11.7%	1.5%
MENAGES	1 889.6	15.8%	6.3%	8.9%	23.4%	2.1%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	3 416.3	-10.2%	5.5%	-14.9%	42.3%	-8.0%
PUBLIQUE	1 638.6	-24.7%	5.5%	-28.6%	20.3%	-8.8%
PRIVEE	1 777.7	9.1%	5.6%	3.4%	22.0%	0.8%
VARIATION DE STOCKS	-344.3	-65.9%	8.7%	-68.6%	-4.3%	9.8%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	2 167.3	15.4%	149.1%	-53.7%	26.8%	-14.2%
EXPORTATIONS	6 922.7	31.2%	31.0%	0.2%	85.8%	0.1%
IMPORTATIONS	4 755.4	40.0%	7.8%	29.9%	-58.9%	-14.3%

4.2. L'illusion monétaire est due au solde du commerce extérieur (hausse en valeur et chute en volume)

Du point de vue de la demande, le solde du commerce extérieur a baissé sensiblement (-53.7%) et entraîné dans sa chute la croissance réelle (-8.9%). Cette évolution s'explique par le fort dynamisme des importations (+29.9%) alors que les exportations sont restées stables (+0.2%). Les différences de prix en faveur de l'économie nationale autant au niveau des imports (faible évolution +7.8%) que des exports (forte évolution +31.0%) sont responsables d'un effet de richesse en faveur de l'économie nationale : le volume du produit intérieur baisse (-8.9%) alors même que son niveau augmente (+13.8%).

Graphique 8 : Parts des emplois dans le PB en 2010



A noter toutefois que la stagnation en volume (+0.2%) et la hausse en valeur (+31.2%) des exportations s'expliquent par la reprise des exportations de bois (passant de 36 664 m³ en 2009 à 292 524 m³ en 2010 et +398.6% en valeur) et le rebond des réexportations de matériel (+30.4% en valeur), atténuant ainsi les effets du secteur pétrolier tant en volume qu'en valeur. Par ailleurs l'investissement privé est resté stable en 2010 et l'investissement public a baissé

(-28.6%) de manière concomitante au budget d'investissement de l'état (-29.6%). Toutefois l'action publique s'est poursuivie à travers son budget de fonctionnement (+19.5%), en lien direct avec sa consommation finale (+13.2%). Déformée par la crise, la structure des

emplois dans le PIB est plus ou moins similaire à celle de l'année précédente, à l'exception du transfert entre FBCF et variations de stocks à la suite d'un moindre déstockage.

Encadré 4 : Comptes nationaux et statistiques d'entreprise

Les statistiques d'entreprise (états financiers et comptables de celle-ci ou déclarations statistiques et fiscales-DSF) sont cruciales pour les comptes nationaux car l'entreprise est partout dans le monde, la forme choisie en majorité par les unités statistiques pour produire et créer la richesse nationale.

Deux types d'entreprises sont répertoriées par la comptabilité nationale : les formelles qui se plient aux exigences administratives et fournissent une DSF par exemple, et les informelles qui n'en fournissent pas.

Ainsi les DSF, remplies par les entreprises formelles sont une source d'informations indispensable pour les comptes nationaux. Quant à l'activité informelle, elle doit néanmoins être évaluée pour garantir l'exhaustivité des indicateurs calculés. Elle est recueillie via la réalisation sur le terrain d'enquêtes mixtes de type 1-2-3. Plus précises seront les informations recueillies, plus solides seront les estimations des comptes nationaux. Les données de comptabilité nationale sont ainsi utiles pour les entreprises pour identifier les secteurs de l'économie où il existe des opportunités de gain et une potentielle demande à satisfaire.

La comptabilité nationale peut être assimilée pour l'ensemble de la société, à un thermomètre qui indique l'état de santé de chaque branche d'activité de l'économie nationale.

5. Évolution du PIB en 2011

Après sa forte baisse d'activité de 2010, la branche construction a repris et relancé la croissance réelle (4.9% de contribution sur 6.5%). Du côté des emplois, le repli des importations (-19.4%) s'est conjugué à l'impact de l'investissement public (+3.7%) pour permettre ce regain de croissance (+6.5%).

5.1. Après une forte baisse d'activité en 2010, la construction (+58.0%) relance la croissance réelle (4.9% sur 6.5% de contribution)

L'année 2011 a marqué la fin des effets de la crise des « surprimes » sur l'économie nationale. En 2010, les prix internationaux du pétrole avaient retrouvés des niveaux élevés et permis à l'économie de s'enrichir alors que le produit intérieur diminuait en terme réel. Cette année, grâce au retour des investissements d'État (+23.2%) pour conclure les préparatifs d'accueil de grands événements comme le sommet de l'Union Africaine (juillet 2011) et la Coupe d'Afrique des Nations (CAN, janvier 2012), la branche construction (+58.0%), a permis à l'économie de retrouver le chemin de la croissance (+6.5%). La conjoncture internationale des prix, particulièrement favorable au pétrole brut et aux produits dérivés (Pétrole brut : +31.6% ; LNG : +35.1% ; butane : +25.6%), permet au pays de s'enrichir une année de plus malgré la baisse globale du PIB pétrolier (-1.8%). L'intervention de l'État s'est intensifiée dans d'autres secteurs comme l'agriculture et l'élevage en vue d'améliorer l'autosuffisance alimentaire (programme PROPANA et champ pilote privé Epwameyem). Elle a permis à ces secteurs d'enregistrer de fortes croissances (l'agriculture : +27.5% ; l'élevage : +12.6% ; l'agroalimentaire : +134.6%). Par ailleurs, le tertiaire, (+8.1% en volume), a bénéficié de l'organisation du sommet de l'Union Africaine : restaurants-hôtels (+49.7%), transports-Télécommunications (+39.9%) et activités

financières (+33.1%). Enfin, les subventions sur les carburants (103.7 milliards de F.CFA), en dépassant de 25.4 milliards de F.CFA les impôts collectés, ont grevé le PIB.

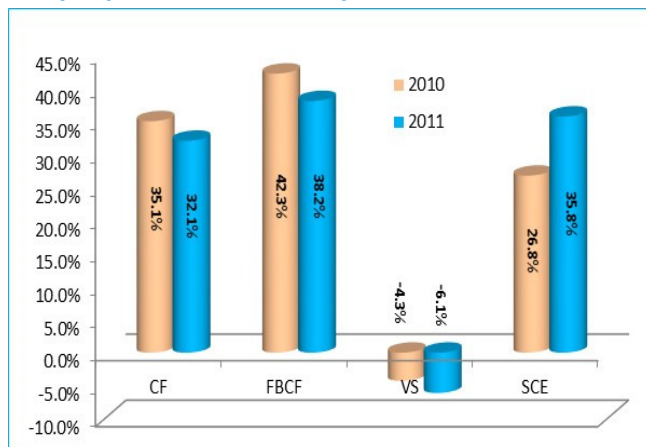
Tableau 6: Décomposition du PIB en 2011

2011 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	10 064.6	24.7%	17.0%	6.5%	100.0%	6.5%
SECTEUR PRIMAIRE	4 596.0	23.5%	28.4%	-3.8%	45.7%	-1.7%
SECTEUR SECONDAIRE	3 367.0	40.3%	14.2%	22.9%	33.5%	6.8%
SECTEUR TERTIAIRE	2 127.1	10.5%	2.2%	8.1%	21.1%	1.9%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	-25.4	-192.0%	120.7%	-141.7%	-0.3%	-0.5%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	6 434.6	24.6%	26.9%	-1.8%	63.9%	-1.2%
PIB NON PETROLIER	3 655.4	26.9%	3.3%	22.9%	36.3%	8.2%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	3 234.5	14.2%	4.0%	9.8%	32.1%	3.4%
PUBLIC	1 185.7	25.7%	2.9%	22.1%	11.8%	2.6%
MENAGES	2 048.8	8.4%	4.7%	3.6%	20.4%	0.8%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	3 840.7	12.4%	3.0%	9.2%	38.2%	3.9%
PUBLIQUE	1 997.1	21.9%	2.9%	18.4%	19.8%	3.7%
PRIVEE	1 843.6	3.7%	3.0%	0.7%	18.3%	0.1%
VARIATION DE STOCKS	-615.1	78.6%	7.0%	67.0%	-6.1%	-2.9%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	3 604.5	66.3%	54.3%	7.8%	35.8%	2.1%
EXPORTATIONS	7 558.1	9.2%	22.9%	-11.2%	75.1%	-9.6%
IMPORTATIONS	3 953.6	-16.9%	3.7%	-19.8%	-39.3%	11.7%

5.2. Le repli des importations, conjugué à la reprise de l'investissement public, a contribué à la croissance réelle

La reprise de l'investissement public (+18.4%) s'est accompagnée davantage de l'utilisation de matériels déjà en stock que l'importation de nouveaux causant une chute de 19.8% de celles-ci. En outre, pour la deuxième année consécutive, les évolutions simultanées des prix à l'import et à l'export favorables à l'économie nationale permettent au solde du commerce extérieur (+7.8% en volume et + 54.3% en prix) en 2011, de remonter son poids dans la structure du PIB de 26.8% à 35.8%. Les exportations ont encore profité

Graphique 9 : Parts des emplois dans le PB en 2011



de la conjoncture internationale des prix élevés du pétrole brut et des produits dérivés, (effet de richesse monétaire) alors qu'en terme réel (volume), elles ont enregistré la baisse la plus importante (-11.2%) depuis 2006. La baisse (-4.1%) des volumes exportés de pétrole brut est liée à celle de la production du champ Ceiba-Okume de Hess (-16.8%), compensée partiellement par l'entrée en production du champ Aseng de Noble Energy (novembre 2011).

Au niveau domestique, l'investissement public, essentiellement dans la construction, a été le plus grand contributeur à la croissance (+18.4% en volume, +3.7% sur 6.5% de contribution), après une année 2010 en baisse. L'investissement privé stagne (+0.7%) du fait probablement de la fin des travaux de développement du champ Aseng de Noble

Energy. Enfin la consommation publique (+22.1% en volume) a contribué à +2.6% de la croissance réelle, ce qui fait de l'action publique le principal acteur de la croissance en 2011 (6.3% sur 6.5%).

Encadré 5 : Qui utilisent les comptes nationaux ?

Les utilisateurs des comptes nationaux sont nombreux : Institutions nationales ou internationales, presse, milieux d'affaires, entreprises, universitaires, étudiants ou simples particuliers qui s'intéressent au Produit Intérieur Brut (PIB), indicateur de synthèse principal qui en résulte.

Les institutions nationales utilisent les données des comptes pour définir leurs stratégies de développement ou de financement et ont besoin qu'elles soient les plus récentes possibles. De même que les institutions internationales qui les utilisent pour comparer les performances des pays entre eux ou la presse pour informer la population sur le passé récent. Les milieux d'affaires, les entreprises, les universitaires et étudiants utilisent quant à eux les comptes, de préférence des séries longues sur 7 à 15 ans voire plus, pour jauger le potentiel de croissance de certaines branches en construisant des modèles de prévisions ou de simulation d'impacts macroéconomiques. Les entreprises pour décider des secteurs où ils devraient s'implanter ou se retirer, les universitaires pour publier des articles dans des revues spécialisées ou la presse économique. Le particulier enfin, s'y intéresse pour pouvoir lui aussi comparer la situation de son pays par rapport à celle des autres.

Et vous, quel utilisateur êtes-vous ?

6. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2012

En 2012, les PIB pétrolier et non pétrolier ont contribué à parts égales à la croissance réelle de nouveau positive (+8.3%). La bonne santé du secteur pétrolier a relancé l'investissement privé qui, couplé à celui du public, booste le PIB. Leurs contributions doivent cependant être corrigées des importations qui leur sont dues.

6.1. PIB pétrolier et non pétrolier ont contribué à parts égales (respectivement +4.2% et 4.4%) à la croissance réelle de nouveau positive (+8.3%)

Pour la première fois depuis 2008, le PIB pétrolier réel a cru positivement (+6.5%) grâce notamment au pétrole brut (+10.0%), tandis que les produits dérivés ont globalement baissé (-4.2%). Après 3 années de contribution négative, le PIB pétrolier a tiré de nouveau la croissance vers le haut (4.2% des 8.3% de croissance réelle). L'ensemble des autres branches de l'économie a progressé de 12.1%, grâce à la poursuite des investissements de l'État (+41.6%), tirant entre autre à la hausse la branche construction (+30.9%), pour parvenir à l'atteinte des objectifs du PNDES sur sa première phase 2007-2012. L'agriculture s'est accrue de 11.2% grâce au dynamisme des projets PRONAPA (277 hectares cultivés) et Ekwameyen (400 hectares), et la hausse des exportations de cacao (+63.3%). Différents événements d'envergure internationale, comme par exemple l'organisation de la CAN, expliqueraient la croissance des services marchands (commerce : +26.4% ; transports-Telecom : +11.3% ; hôtels-restaurants : +7.4%).

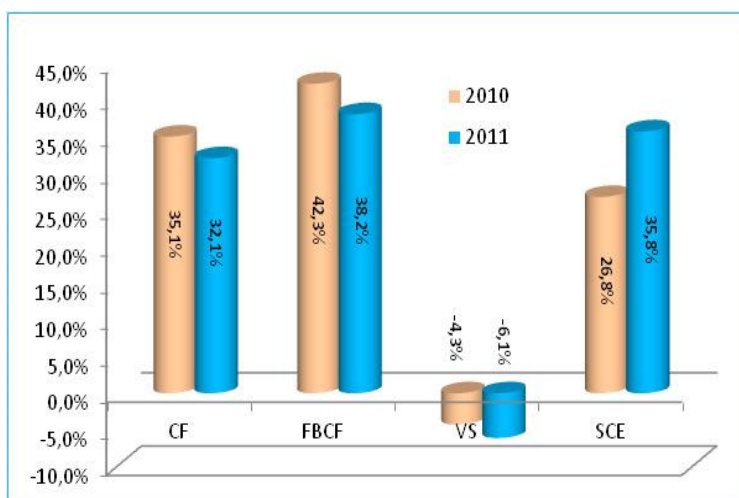
Tableau 7: Décomposition du PIB en 2012

2012 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	11 430.5	13.6%	4.9%	8.3%	100.0%	8.3%
SECTEUR PRIMAIRE	5 561.9	21.0%	9.5%	10.5%	48.7%	4.8%
SECTEUR SECONDAIRE	3 395.8	0.9%	-3.5%	4.5%	29.7%	1.5%
SECTEUR TERTIAIRE	2 506.2	17.8%	6.6%	10.5%	21.9%	2.2%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	-33.5	31.8%	-31.0%	90.9%	-0.3%	-0.2%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	7 108.7	10.5%	3.7%	6.5%	62.2%	4.2%
PIB NON PETROLIER	4 355.3	19.1%	6.3%	12.1%	38.1%	4.4%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	3 625.4	12.1%	5.2%	6.5%	31.7%	2.1%
PUBLIC	1 323.9	11.7%	5.3%	6.0%	11.6%	0.7%
MENAGES	2 301.6	12.3%	5.2%	6.8%	20.1%	1.4%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	5 322.0	38.6%	5.4%	31.5%	46.6%	12.0%
PUBLIQUE	2 799.9	40.2%	5.4%	33.0%	24.5%	6.6%
PRIVEE	2 522.1	36.8%	5.4%	29.8%	22.1%	5.5%
VARIATION DE STOCKS	-618.6	0.6%	1.7%	-1.2%	-5.4%	0.1%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	3 101.6	-14.0%	2.9%	-16.4%	27.1%	-5.9%
EXPORTATIONS	8 219.1	8.7%	3.9%	4.7%	71.9%	3.5%
IMPORTATIONS	5 117.5	29.4%	4.5%	23.8%	-44.8%	-9.4%

6.2. Les investissements public et privé ont été à un niveau record (5 322.0 milliards de F.CFA, +31.5% en valeur), les importations aussi (5 117.5 milliards, +23.8%) avec une inflation modérée (+4.9% environ).

En 2012, l'investissement public, déjà en hausse en 2011, a encore augmenté (+33.0%), dans le but d'atteindre les objectifs de la première phase du PNDES (2007-2012). Dans cette optique, l'État a lancé la construction du barrage hydroélectrique de Sendje (mise en activité prévue pour juillet 2016) et la finalisation d'autres grands chantiers d'infrastructures de base. Après plusieurs années d'un niveau d'investissement faible (+2.6% en moyenne), la FBCF du privé a progressé de 29.8%, en relation avec les dépenses d'exploration et développement du secteur pétrolier (développement notamment du champ Alen de Noble-Energy) et l'augmentation des investissements des entreprises du BTP. Investissements public et privé ont ainsi permis à la FBCF d'atteindre un niveau record (5 322.0 milliards de F.CFA) et contribuent à la croissance réelle du PIB (+12.0% sur 8.3%).

Graphique 10 : Parts des emplois dans le PB en 2012



Cette contribution est toutefois à relativiser car elle doit être corrigée des produits importés. En effet, la hausse de la FBCF du privé coïncide avec une forte hausse du volume des importations (+23,8%). La progression plus rapide des importations sur les exportations a été à l'origine de la baisse du solde du commerce extérieur (-16,4%) qui reste néanmoins très positif, contribuant ainsi négativement (-5,9%) à la croissance réelle (+8,3%).

Encadré 6 : Comptabilité nationale et comparaisons internationales

Dans un monde de plus en plus mondialisé, c'est-à-dire au sein duquel les pays entretiennent de plus en plus de relations, une bonne régulation est essentielle. Les institutions internationales mises en place pour assurer cela, jouent plusieurs rôles :

1. celui d'établir des règles au niveau international au sein d'instances telles par exemple l'Organisation Internationale du Travail (OIT) ou l'Organisation des Nations Unies (ONU) ;
2. celui d'arbitre pour faire respecter ses règles (exemple : Organisation Mondiale du Commerce (OMC)) ;
3. celui de soutien financier ou technique (ex : Fonds Monétaire International (FMI), Banque Mondiale).

Pour ces instances et les pays eux-mêmes, il est crucial de disposer de renseignements ou informations fiables et actualisées (population, santé, économie, politique, etc.) sur les pays du monde entier pour coordonner leurs actions.

Dans le domaine économique, la majorité des informations qu'elles utilisent sont tirées des comptes publiés par la Comptabilité Nationale, qui ont la particularité de répondre à des concepts et méthodes standardisés au niveau internationale dans les différents Systèmes de Comptes Nationaux (SCN1953, SCN1968, SCN1993, SCN2008). La publication de différents SCN, sous la conduite de l'une de ces instances, l'ONU, a pour objectif d'accompagner le développement de l'activité économique dans le temps. Bien qu'il soit préférable que tous les pays utilisent le système le plus récent, la comparaison entre pays de systèmes différents est toujours possible car dans chaque nouvelle version du SCN, sont indiquées les différences avec les versions précédentes.

7. Éléments d'explication de l'évolution du PIB de 2013

En 2013, après deux années consécutives de hausse (+6.5% en 2011 et +8.3% en 2012), la croissance réelle redevient négative (-4.1%) sous l'effet de la baisse cumulée de l'extraction pétrolière et de la construction. La morosité du secteur pétrolier a comprimé l'investissement privé qui, couplé à celui du public, a contribué au repli du PIB.

7.1. La baisse dans « l'extraction pétrolière » (-12.1%) et la « construction » (-22.9%), amortie par le dynamisme du raffinage des produits dérivés (+5.4%), limite la chute globale de la croissance réelle (-4.1%)

En 2013, le PIB a enregistré une baisse en volume de -4.1% et en nominale de -5.2%, sous l'effet de la mauvaise performance des secteurs « pétrole » et « construction », mais aussi du fait de la conjoncture internationale défavorable. En effet, l'économie nationale a pâti de la dépréciation du dollar (-3.2%) et du repli de la majorité des prix des principaux produits d'exportation (Pétrole brut : -0.9% ; LNG : -4.0% ; propane : -0.3% ; bois : -15.3% ; café : -8.3%), à l'exception du méthanol (+16.8%) et du cacao (+2.0%). La baisse de la production en volume du pétrole brut (-14.1%) a cependant été compensée par la vitalité en volume du secteur produits dérivés (+2.4% propane, +3.4% méthanol, +5.5% butane et +7.3% LNG), limitant ainsi les pertes que cette conjoncture internationale défavorable aurait pu occasionner à la Guinée Équatoriale. Cette situation s'est conjuguée avec le repli de la construction (-22.9% en volume), qui est à mettre en parallèle avec la nette baisse (-23.4%) du budget d'investissement de l'État. Le rebond du tertiaire (+11.4% en volume) a permis d'atténuer néanmoins les contres performances des deux autres secteurs (primaire

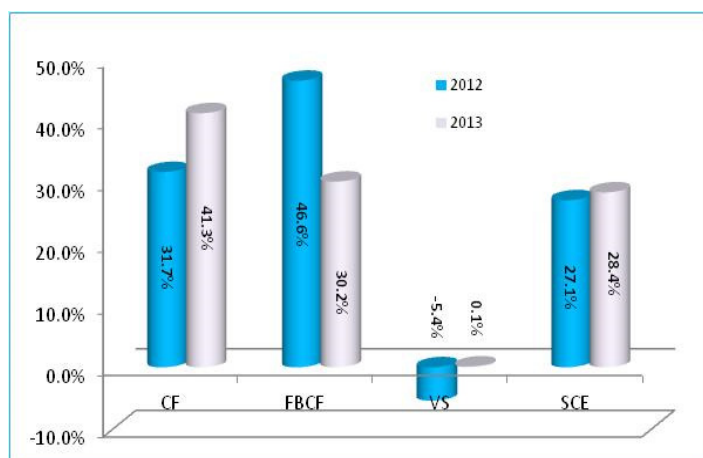
-11.2% et secondaire -5.3%). La croissance du tertiaire s'explique d'avantage par l'évolution dans les activités financières (+3.9%), l'éducation privée (+8.3%), autres services non marchands (+5.4%), des transports et Telecom (+5.8%) et l'administration (+25.8%) qui font plus que compenser la baisse du commerce (-9.9%). A noter que la performance de l'administration publique s'explique par la hausse des dépenses courantes de l'État (+6.9%) et par ses efforts continus depuis 2007 pour améliorer les conditions de vie de la population à travers le PNDSE à travers de grands projets d'infrastructures, alors que celle des transports et Telecom serait plus imputable à l'évolution dans les transports aériens (+11.5% du nombre total de passagers, à l'aéroport de Malabo entre 2012 et 2013, +2.8% du chiffre d'affaires sectoriel) et télécommunications (+29.3% du chiffre d'affaires).

Tableau 8: Décomposition du PIB en 2013

2013 (Milliards F.CFA)	Valeur	Ind.val	Ind.prix	Ind.vol	Poids	Contribution
PRODUIT INTERIEUR BRUT	10 840.5	-5.2%	-1.1%	-4.1%	100.0%	-4.1%
SECTEUR PRIMAIRE	4 736.7	-14.8%	-4.0%	-11.2%	43.7%	-5.5%
SECTEUR SECONDAIRE	3 246.4	-4.4%	0.9%	-5.3%	29.9%	-1.6%
SECTEUR TERTIAIRE	2 844.9	13.5%	1.9%	11.4%	26.2%	2.5%
IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR PRODUITS	12.5	-137.4%	9.6%	-134.2%	0.1%	0.4%
PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	6 388.9	-10.1%	-3.1%	-7.2%	58.9%	-4.5%
PIB NON PETROLIER	4 439.1	1.9%	2.0%	-0.1%	40.9%	0.0%
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	4 474.8	23.4%	2.8%	20.1%	41.3%	6.4%
PUBLIC	1 675.7	26.6%	1.2%	25.1%	15.5%	2.9%
MENAGES	2 799.1	21.6%	3.8%	17.2%	25.8%	3.5%
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	3 270.6	-38.5%	1.2%	-39.3%	30.2%	-18.3%
PUBLIQUE	2 115.3	-24.5%	1.1%	-25.3%	19.5%	-6.2%
PRIVEE	1 155.3	-54.2%	1.6%	-54.9%	10.7%	-12.1%
VARIATION DE STOCKS	15.0	-102.4%	-2.2%	-102.5%	0.1%	5.5%
SOLDE DU COMMERCE EXTERIEUR	3 080.2	-0.7%	-8.3%	8.3%	28.4%	2.3%
EXPORTATIONS	7 334.0	-10.8%	-2.8%	-8.2%	67.7%	-5.9%
IMPORTATIONS	4 253.8	-16.9%	1.6%	-18.2%	-39.2%	8.2%

7.2. La chute (-39.3%) des investissements publics et privés inhibe la croissance réelle (-4.1%), dont la baisse est amoindrie par la consommation finale (+20.1%) et le solde du commerce extérieur (+8.3%)

Après son niveau record (5 322.0 milliards de F.CFA) de 2012 et sous l'impulsion de la baisse du secteur extraction pétrolière, l'investissement privé a enregistré une diminution

Graphique 11 : Parts des emplois dans le PB en 2013


de 54.9% tandis que l'investissement public s'est replié de -25.3%, en relation avec la contraction du budget d'investissement (-23.4%), du fait du repli des ressources propres de l'État. Par ailleurs, si les investissements en infrastructures ont été en baisse de -22.7% par rapport à 2012, ceux en biens d'équipement ont diminué de -54.8% ; évolution à mettre en relation avec la chute en valeur (-16.9%) et en volume (-18.2%) des importations.

Toutefois cette variation des importations a permis de compenser la baisse en valeur (-10.8%) et en volume (-8.2%) des exportations, ce qui a permis de maintenir un solde du

commerce extérieur (+8.3%) favorable pour l'économie nationale, malgré la baisse des prix des principaux produits d'exportation sur le marché international. A noter également qu'après le fort déstockage de 2012 (-618.6 milliards F.CFA), les entreprises ont commencé à stocker (+15 milliards), dans l'espoir d'une relance de l'économie nationale. Avec leurs contributions positives, la consommation finale (+6.4%) et la variation de stocks (+5.5%) ont permis d'atténuer la baisse de la croissance réelle (-4.1%). L'évolution de la consommation finale (+20.1% en volume et +23.4% en valeur) a été consécutive à celle de l'Administration publique (+25.1%) et des ménages (+17.2%). La croissance de la consommation publique résulterait du souci de l'État de fournir à sa population de meilleurs services, de poursuivre l'implémentation du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES).

RESULTATS DETAILLES DE LA COMPTABILITE NATIONALE – 2006-2014

1. Agrégats macroéconomiques, 2006-2014, optique offre

Tableau 9: PIB optique Offre, prix courants du marché		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
		(Unité: million F.CFA)								
(I+II+III+IV)	PIB A PRIX COURANTS DU MARCHE	5 274 146	6 264 841	8 844 107	7 095 919	8 072 293	10 064 619	11 430 511	10 840 521	10 631 721
	PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	3 972 383	4 616 542	6 788 327	3 968 223	5 163 994	6 434 645	7 108 680	6 388 929	6 168 976
	PIB NON PETROLIER	1 283 240	1 622 186	2 062 728	3 073 794	2 880 685	3 655 379	4 355 313	4 439 057	4 392 116
I	SECTEUR PRIMAIRE	3 750 367	3 901 001	5 192 426	2 925 106	3 720 188	4 595 961	5 561 927	4 736 719	4 462 889
001	AGRICULTURE	41 950	44 187	53 049	56 973	57 421	73 191	81 414	93 112	100 601
002	ELEVAGE ET CHASSE	2 735	2 941	3 297	3 550	3 932	4 426	3 799	4 131	4 383
003	SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE	27 053	29 730	12 396	3 446	12 105	14 715	20 524	15 768	16 040
004	PECHE ET PISCICULTURE	8 337	9 151	10 209	11 120	12 219	13 699	14 930	16 207	17 192
005	ACTIVITES EXTRACTIVES	3 670 292	3 814 992	5 113 475	2 850 017	3 634 511	4 489 930	5 441 260	4 607 501	4 324 673
II	SECTEUR SECONDAIRE	702 761	1 278 430	2 346 458	2 494 965	2 399 089	3 367 002	3 395 840	3 246 376	3 270 999
006	INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	27 537	39 772	47 200	97 044	90 064	211 237	167 368	195 810	202 288
007	FABRICATION DE TEXTILE, CUIR ET ARTICLES DE VOYAGE	4 899	5 330	5 501	6 579	7 019	7 606	8 101	8 488	9 104
008	RAFFINAGE DE PRODUITS PETROLIERS	321 496	839 700	1 725 987	1 146 706	1 565 828	1 989 614	1 721 833	1 827 503	1 887 550
009	AUTRES INDUSTRIES DE FABRICATION	22 309	24 503	22 637	29 630	33 601	52 911	56 144	58 879	63 118
010	ELECTRICITE, EAU ET GAZ	17 226	17 636	18 343	23 926	24 045	42 658	50 747	56 292	66 108
011	CONSTRUCTION	309 294	351 489	526 790	1 191 080	678 532	1 062 976	1 391 647	1 099 404	1 042 831
III	SECTEUR TERTIAIRE	802 495	1 059 297	1 312 171	1 621 946	1 925 402	2 127 061	2 506 226	2 844 891	2 827 204
12A	COMMERCE	231 303	354 566	448 424	468 556	630 759	562 301	710 844	666 895	691 865
12B	REPARATION DE VEHICULES	3 754	4 817	7 428	10 311	13 163	15 845	14 282	20 889	21 918
013	RESTAURANTS ET HOTELS	21 604	23 696	27 397	27 990	30 371	45 449	48 806	52 956	56 177
014	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	136 970	161 503	210 100	281 234	290 511	406 291	452 293	486 478	503 145
015	ACTIVITES FINANCIERES	28 362	42 624	63 704	66 257	90 562	120 526	125 744	131 834	155 317
016	AUTRES SERVICES MARCHANDS	51 360	55 697	70 645	87 141	95 393	104 547	116 717	125 194	137 515
017	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE	302 452	395 990	478 624	667 298	769 737	892 001	1 063 591	1 360 554	1 276 552
018	EDUCATION PRIVEE	35 258	38 213	39 409	47 495	51 661	54 945	60 374	66 218	70 977
019	SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL PRIVEE	16 524	17 305	17 558	23 826	24 327	25 548	28 863	32 124	35 428
020	AUTRES ACTIVITES SOCIALES PRIVEES	0	0	0	0	0	0	0	1 814	1 972
021	BRANCHE CONSOMMATRICE DE SIFIM	-25 092	-35 114	-51 119	-58 162	-71 082	-100 392	-115 287	-100 065	-123 662
IV	IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS	18 523	26 113	-6 948	53 902	27 614	-25 405	-33 482	12 535	70 629

Tableau 10: PIB optique offre, prix constants du marché N-1		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
		(Unité: million F.CFA)								
(I+II+III+IV)	PIB A PRIX CONSTANTS DU MARCHÉ ANNEE N-1	5 274 146	6 080 146	7 379 927	8 962 915	6 462 667	8 598 923	10 901 275	10 958 043	10 786 421
	PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	3 972 383	4 489 197	5 340 911	6 390 103	3 632 879	5 070 186	6 853 533	6 594 617	6 470 732
	PIB NO PETROLIER	1 283 240	1 561 976	2 043 045	2 532 316	2 791 722	3 540 249	4 096 247	4 351 986	4 247 173
I	SECTEUR PRIMAIRE	3 750 367	3 831 893	3 966 517	4 517 674	2 706 135	3 580 495	5 079 940	4 936 637	4 813 255
001	AGRICULTURE	41 950	41 843	48 850	54 270	57 101	67 167	78 009	88 998	97 369
002	ELEVAGE ET CHASSE	2 735	2 772	3 048	3 418	3 679	4 263	3 609	3 944	4 273
003	SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE	27 053	32 144	8 269	3 127	18 941	11 860	18 637	22 218	17 379
004	PECHE ET PISCICULTURE	8 337	8 635	9 481	10 577	11 496	12 659	14 193	15 473	16 761
005	ACTIVITES EXTRACTIVES	3 670 292	3 746 499	3 896 869	4 446 282	2 614 918	3 484 546	4 965 492	4 806 004	4 677 473
II	SECTEUR SECONDAIRE	702 761	1 204 610	2 114 421	3 052 273	1 872 990	2 948 508	3 519 575	3 217 557	3 179 394
006	INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	27 537	37 635	45 544	80 828	78 684	147 655	158 748	174 896	198 941
007	FABRICATION DE TEXTILE, CUIR ET ARTICLES DE VOYAGE	4 899	5 075	5 522	5 701	6 639	7 373	7 063	8 385	8 783
008	RAFFINAGE DE PRODUITS PETROLIERS	321 496	780 163	1 483 011	1 988 284	1 044 110	1 620 485	1 937 696	1 836 673	1 840 034
009	AUTRES INDUSTRIES DE FABRICATION	22 309	23 112	25 386	23 455	29 268	54 199	53 053	58 168	60 893
010	ELECTRICITE, EAU ET GAZ	17 226	18 515	19 380	21 789	27 761	46 826	61 088	53 395	64 591
011	CONSTRUCTION	309 294	340 110	535 578	932 216	686 528	1 071 970	1 301 927	1 086 040	1 006 152
III	SECTEUR TERTIAIRE	802 495	1 014 670	1 303 018	1 352 472	1 845 476	2 081 432	2 350 265	2 792 409	2 725 256
12A	COMMERCE	231 303	336 617	445 744	407 277	601 919	538 382	672 010	643 189	665 308
12B	REPARATION DE VEHICULES	3 754	4 597	7 449	9 005	12 488	15 399	13 573	20 636	21 145
013	RESTAURANTS ET HOTELS	21 604	22 383	24 779	28 384	21 949	48 858	44 832	50 558	54 767
014	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	136 970	160 986	212 985	214 516	284 368	398 964	420 656	480 817	485 411
015	ACTIVITES FINANCIERES	28 362	37 160	63 735	57 490	85 878	117 141	119 205	131 267	153 496
016	AUTRES SERVICES MARCHANDS	51 360	53 208	59 447	75 307	91 035	101 696	110 282	123 608	132 668
017	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE	302 452	379 538	482 613	552 174	741 839	879 425	995 670	1 345 773	1 233 903
018	EDUCATION PRIVÉE	35 258	36 527	39 589	40 828	49 141	53 521	57 026	65 409	68 181
019	SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL PRIVÉE	16 524	17 119	17 929	18 190	24 229	25 563	26 405	29 677	32 437
020	AUTRES ACTIVITES SOCIALES PRIVÉES	0	0	0	0	0	0	0	1 541	1 602
021	BRANCHE CONSOMMATRICE DE SIFIM	-25 092	-33 465	-51 252	-50 700	-67 369	-97 517	-109 394	-100 065	-123 662
IV	IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS	18 523	28 973	-4 029	40 496	38 066	-11 512	-48 505	11 440	68 516

Tableau 11: PIB optique offre, prix constants année de base 2006		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
		(Unité: million F.CFA)								
(I+II+III+IV)	PIB A PRIX CONSTANTES DU MARCHÉ ANNEE 2006	5 274 146	6 080 147	7 162 359	7 258 575	6 610 808	7 042 092	7 627 490	7 312 232	7 275 740
	PIB PETROLIER (0.99* CB 005 +CB 008)	3 972 383	4 489 197	5 193 050	4 833 708	4 409 038	4 356 834	4 608 932	4 294 238	4 355 131
	PIB NO PETROLIER	1 283 240	1 561 977	1 973 803	2 398 937	2 183 321	2 692 949	3 033 235	3 012 997	2 893 208
I	SECTEUR PRIMAIRE	3 750 367	3 831 893	3 913 930	3 373 406	3 143 841	3 027 014	3 344 331	2 958 029	3 016 111
001	AGRICULTURE	41 950	41 843	46 490	47 093	47 701	55 827	59 480	64 731	67 906
002	ELEVAGE ET CHASSE	2 735	2 772	2 888	2 964	3 105	3 368	2 743	2 831	2 937
003	SYLVICULTURE ET EXPLOITATION FORESTIERE	27 053	32 144	8 986	2 246	12 462	12 210	15 455	16 660	18 419
004	PECHE ET PISCICULTURE	8 337	8 635	8 987	9 222	9 638	9 990	10 343	10 668	11 065
005	ACTIVITES EXTRACTIVES	3 670 292	3 746 499	3 846 579	3 311 881	3 070 935	2 945 619	3 256 310	2 863 138	2 915 784
II	SECTEUR SECONDAIRE	702 761	1 204 610	1 998 974	2 579 018	1 981 140	2 435 836	2 545 120	2 403 124	2 361 592
006	INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES	27 537	37 635	43 322	72 309	56 681	94 513	70 121	72 392	73 487
007	FABRICATION DE TEXTILE, CUIR ET ARTICLES DE VOYAGE	4 899	5 075	5 288	5 341	5 211	5 564	5 096	5 215	5 388
008	RAFFINAGE DE PRODUITS PETROLIERS	321 496	780 163	1 384 937	1 554 946	1 368 812	1 440 671	1 385 185	1 459 731	1 468 505
009	AUTRES INDUSTRIES DE FABRICATION	22 309	23 112	24 073	24 312	23 219	38 091	37 705	38 597	39 881
010	ELECTRICITE, EAU ET GAZ	17 226	18 515	20 451	23 682	26 561	52 598	74 360	77 298	88 622
011	CONSTRUCTION	309 294	340 110	520 903	898 428	500 656	804 399	972 653	749 891	685 710
III	SECTEUR TERTIAIRE	802 495	1 014 670	1 253 949	1 280 221	1 467 378	1 586 933	1 752 716	1 946 081	1 870 635
12A	COMMERCE	231 303	336 617	425 349	382 263	493 961	423 541	505 476	455 196	456 728
12B	REPARATION DE VEHICULES	3 754	4 597	7 146	8 575	10 450	12 284	10 502	15 108	15 384
013	RESTAURANTS ET HOTELS	21 604	22 383	23 520	24 105	19 015	30 732	30 270	31 207	32 459
014	TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS	136 970	160 986	213 409	215 607	219 301	302 543	312 809	330 960	332 135
015	ACTIVITES FINANCIERES	28 362	37 160	55 860	49 884	65 037	84 510	83 468	86 725	101 562
016	AUTRES SERVICES MARCHANDS	51 360	53 208	57 084	60 210	63 276	67 769	71 384	75 239	80 194
017	ADMINISTRATION PUBLIQUE ET SECURITE SOCIALE	302 452	379 538	464 813	530 490	593 201	680 955	758 850	954 881	871 406
018	EDUCATION PRIVÉE	35 258	36 527	38 034	38 992	40 584	42 238	43 779	47 430	48 838
019	SANTE ET BIEN-ETRE SOCIAL PRIVÉE	16 524	17 119	17 827	18 272	18 690	19 730	20 366	20 940	21 146
020	AUTRES ACTIVITES SOCIALES PRIVÉES	0	0	0	0	0	0	0	1 123	1 171
021	BRANCHE CONSOMMATRICE DE SIFIM	-25 092	-33 465	-49 093	-48 177	-56 136	-77 369	-84 188	-72 726	-90 388
IV	IMPOTS MOINS SUBVENTIONS SUR LES PRODUITS	18 523	28 973	-4 494	25 930	18 449	-7 691	-14 677	4 998	27 401

2. Agrégats macroéconomiques, 2006-2014, optique demande

Unité: million F.CFA									
Tableau 12: PIB optique demande, prix courants du marché	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
PIB OPTIQUE DEMANDE	5 274 146	6 264 841	8 844 107	7 095 919	8 072 293	10 064 619	11 430 511	10 840 521	10 631 721
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	1 444 080	1 707 501	2 007 396	2 422 180	2 832 976	3 234 512	3 625 449	4 474 816	4 517 570
PUBLIC	383 549	479 787	588 453	790 085	943 347	1 185 718	1 323 864	1 675 732	1 530 599
MENAGES	1 060 531	1 227 714	1 418 943	1 632 095	1 889 629	2 048 794	2 301 585	2 799 084	2 986 971
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 431 413	1 891 816	2 493 157	3 804 316	3 416 328	3 840 715	5 321 994	3 270 600	3 301 148
PUBLIQUE	642 766	828 634	1 123 972	2 174 909	1 638 602	1 997 077	2 799 923	2 115 281	2 028 957
PRIVEE	788 647	1 063 182	1 369 185	1 629 407	1 777 726	1 843 638	2 522 071	1 155 319	1 272 191
VARIATION DE STOCKS	-33 705	-38 306	-57 335	-1 009 033	-344 312	-615 078	-618 551	14 950	10 475
EXPORTATIONS	4 341 975	5 551 983	7 891 097	5 275 263	6 922 672	7 558 057	8 219 108	7 333 972	7 088 977
IMPORTATIONS	1 909 617	2 848 153	3 490 208	3 396 807	4 755 371	3 953 587	5 117 489	4 253 817	4 286 449
Unité: million F.CFA									
Tableau 13: PIB optique demande, prix constants du marché N-1	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
PIB OPTIQUE DEMANDE	5 274 146	6 080 147	7 379 927	8 962 915	6 462 667	8 598 923	10 901 275	10 958 043	10 786 421
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	1 444 080	1 621 248	1 949 005	2 165 055	2 672 189	3 109 362	3 445 540	4 352 502	4 381 180
PUBLIC	383 549	457 287	592 009	690 761	894 457	1 152 140	1 257 175	1 655 547	1 477 066
MENAGES	1 060 531	1 163 961	1 356 996	1 474 294	1 777 732	1 957 222	2 188 365	2 696 955	2 904 114
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 431 413	1 803 738	2 501 989	3 316 991	3 237 128	3 729 185	5 049 897	3 230 457	3 191 060
PUBLIQUE	642 766	789 749	1 127 053	1 895 903	1 552 964	1 939 866	2 656 787	2 092 850	1 949 726
PRIVEE	788 647	1 013 989	1 374 936	1 421 088	1 684 164	1 789 319	2 393 110	1 137 607	1 241 335
VARIATION DE STOCKS	-33 705	-34 772	-52 383	-892 376	-316 660	-574 919	-607 959	15 293	9 954
EXPORTATIONS	4 341 975	5 381 535	6 405 307	7 577 186	5 283 301	6 148 287	7 910 043	7 545 346	7 372 617
IMPORTATIONS	1 909 617	2 691 602	3 423 991	3 203 941	4 413 291	3 812 992	4 896 246	4 185 555	4 168 390
Unité: million F.CFA									
Tableau 14: PIB optique demande, prix constants du marché base 2006	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014 ^{Est}
PIB OPTIQUE DEMANDE	5 274 146	6 080 147	7 162 359	7 258 575	6 610 808	7 042 092	7 627 490	7 312 232	7 275 740
DEPENSES DE CONSOMMATION FINALE	1 444 080	1 621 248	1 850 978	1 954 731	2 146 379	2 368 539	2 522 397	3 048 505	2 984 014
PUBLIC	383 549	457 287	564 308	647 657	729 632	894 897	948 653	1 193 418	1 054 546
MENAGES	1 060 531	1 163 961	1 286 670	1 307 074	1 416 747	1 473 642	1 573 744	1 855 087	1 929 469
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE	1 431 413	1 803 738	2 385 740	3 102 553	2 632 494	2 889 140	3 797 709	2 320 643	2 263 672
PUBLIQUE	642 766	789 749	1 074 280	1 771 707	1 261 161	1 501 262	1 996 663	1 502 684	1 384 919
PRIVEE	788 647	1 013 989	1 311 460	1 330 846	1 371 333	1 387 878	1 801 046	817 959	878 753
VARIATION DE STOCKS	-33 705	-34 772	-47 555	-723 666	-226 333	-379 972	-375 472	9 343	6 217
EXPORTATIONS	4 341 975	5 381 535	6 209 336	5 829 476	5 820 208	5 197 157	5 437 726	5 025 373	5 050 665
IMPORTATIONS	1 909 617	2 691 602	3 236 140	2 904 519	3 761 940	3 032 772	3 754 870	3 091 632	3 028 828

GLOSSAIRE – DEFINITIONS ET CULTURE COMPTABLE

1. Croissance réelle, croissance nominale, croissance du déflateur du PIB, quèsaco ?

On utilise toujours le terme de croissance réelle pour décrire l'augmentation en volume du Produit Intérieur Brut entre deux années consécutives. Le terme réel se réfère à la suppression de l'illusion monétaire qu'engendrent les prix (l'inflation) sur les agrégats monétaires d'échanges de biens et services. La croissance réelle correspond à une augmentation du PIB comparable à son niveau en valeur de l'année précédente.

On utilise la croissance nominale pour décrire l'augmentation en valeur du PIB. C'est à dire l'évolution correspondante au PIB nominal ou à prix courants (incluant l'inflation).

La croissance du déflateur du PIB mesure l'évolution entre le PIB nominal et le PIB réel.

2. Importer, profite-il à l'économie nationale ?

L'importation a un effet ambigu sur le PIB national. En comptabilité nationale, toute importation est une diminution de richesse nationale en faveur du reste du monde et inversement toute exportation est un gain. Cet argument est partagé par les mercantilistes². Toutefois, Ricardo³ a démontré que la division internationale du travail était réciproquement profitable pour des pays qui échangent en fonction de leurs avantages comparatifs. Ainsi pour Ricardo, la Guinée Équatoriale aurait raison de se spécialiser dans le pétrole qu'elle exporterait tandis qu'elle importerait les produits agricoles nécessaires pour ses besoins immédiats ou les produits manufacturés qui utilisés comme FBCF lui permettraient d'accroître sa productivité sur le moyen terme.

Comme toujours en économie, il faudrait faire un peu des deux : exporter un maximum et importer le moins possible.

3. Pourquoi stocker contribue-t-il positivement au PIB et déstocker, négativement ?

Les comptes nationaux enregistrent tous les flux générés par l'activité économique au cours d'une période donnée, généralement annuelle ou trimestrielle. Toute ressource, importation ou production réalisée ou en cours, qui n'a pu être utilisée avant la fin de la période, comme Consommation Intermédiaire (CI) ou Finale (CF), Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), Acquisition moins Cession d'Objets de Valeur ou Exportation ; est « stockée », sachant que ce qui n'est pas employée aujourd'hui (stockage) le sera demain (déstockage). Ce mouvement d'entrées et sorties de stocks est perpétuel à tel point que la comptabilité nationale ou d'entreprise parle de variations de stocks : Ressources de la période non écoulées (stockées) - Ressources antérieures à l'année écoulées (déstockées) au cours de la période. Positive, elle indique que le stockage a été plus important que les ressources déstockées ; négative, elle indique le contraire. Du point de vue du PIB, le premier revient à anticiper un gain de croissance future imputé au présent (emprunt sur les années à venir), le second rétablit l'équilibre en évitant le double comptage (remboursement de l'emprunt).

4. PIB et bien-être ?

Le Produit Intérieur Brut est sans conteste l'indicateur phare calculé par les comptes nationaux et attendu par les utilisateurs nationaux et internationaux. Le PIB mesure la valeur que l'activité ajoute, en sus des matières utilisées, pour produire le bien ou le service. Il est souvent critiqué comme mesure de la richesse d'un pays car il ne prend pas en compte les dégâts sur l'environnement que peuvent provoquer certaines activités, ni la destruction d'actifs suite à des catastrophes naturelles par exemple. Pire encore, les reconstructions post-catastrophes, voire les guerres, font augmenter le PIB. En 2009, le rapport Stiglitz - Sen - Fitoussi confirme que le PIB n'est pas un très bon indicateur de bien-être. Ce n'est pas sa vocation première. Pour mesurer le bien-être d'un pays ou d'une région, il faut en plus du PIB prendre en considération d'autres indicateurs comme l'IDH (indice de développement humain), l'accès au soin, le pouvoir d'achat par catégorie de ménage, etc. Le PIB ne mesure certes pas le bien-être, mais jusqu'à ce que l'on dispose d'un meilleur indicateur, il n'est pas possible de l'occulter.

5. Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), quèsaco ?

En comptabilité nationale, la formation brute de capital fixe, plus connu sur le nom « investissement », correspond à un bien utilisé pour produire d'autres biens. Elle se distingue de la consommation intermédiaire de deux manières. Premièrement parce que le capital (bien utilisé comme FBCF) n'est pas incorporé dans le bien produit (output), ni détruit au cours de la production ; deuxièmement, sa durée de vie excède plus de 1 an. Le temps est un élément important dans la comptabilisation de la FBCF, car le temps diminue sa valeur et elle peut également être cédée avant la fin de sa vie. C'est pourquoi la mesure de la FBCF est une variation entre acquisitions (achat) - cessions (vente de précédentes acquisitions) pour un actif donné.

² Économistes du 16^{ème} et 17^{ème} siècle qui attribue au solde commercial positif, la source de la richesse nationale.

³ Économiste anglais, postérieur à Adam Smith, dont il reprend le concept de division du travail et l'étend à une économie ouverte. Il introduit les notions de coûts et avantages comparatifs.

Certains biens peuvent être simultanément concernés par la FBCF et d'autres opérations. Par exemple alors que l'achat d'un set de table (fourchettes, cuillères, couteaux) est une consommation finale pour un ménage, c'est de la FBCF pour un restaurateur qui l'utilise plusieurs fois dans l'année sur plusieurs années pour produire son service de restauration.

6. Les secteurs institutionnels, quèsaco ?

Les secteurs institutionnels regroupent l'ensemble des agents économiques et les classent selon 3 critères principaux : la fonction qu'ils occupent au sein de l'économie, la nature de leur activité et leur territoire de résidence. La comptabilité nationale distingue 6 secteurs différents : le secteur des entreprises non financières dont la fonction est de produire des biens et services marchands (S11); celui des entreprises financières qui collectent et fournissent des disponibilités financières à l'économie (S12); celui des ménages qui utilisent leur force de travail contre une rémunération ; consomment, épargnent et peuvent produire des biens et services marchands (S14) ; celui de l'État qui produit des services non marchands, collectent des impôts pour les redistribuer pour le bien-être commun et veille sur le respect de la législation régissant le marché (S13) ; celui des instituts sans but lucratif (ISBL) qui produisent des services non marchands telles les associations ou fondations (S15) ; et celui du « Reste du monde » (S2) qui permet d'identifier les relations entre les agents nationaux (S1) avec tout agent économique qui réside à l'étranger (S2), que celui-ci soit entreprise non financière ou financière, ménage, État ou association.

7. Epargne intérieure et taux d'épargne, quèsaco ?

L'épargne intérieure est la valeur ajoutée disponible après avoir payé sa consommation finale (= PIB – CF). Le taux d'épargne mesure le rythme de constitution des revenus consacrés à l'augmentation du patrimoine de la Nation. C'est la part de la valeur ajoutée disponible après rémunération du capital et paiement des impôts.

8. Demande intérieure, quèsaco ?

La demande intérieure est composée de la consommation finale (publique et des ménages) et de l'investissement brut (FBCF + variations de stocks). ($DI = CF + FBCF + \Delta S$). Un indicateur généralement calculé est la part de la demande intérieure (ou de biens consommés et en capital) dans la richesse créée ($= DI/PIB$).

9. Taux d'investissement, quèsaco ?

Le taux d'investissement est la part de biens en capital dans la richesse créée ($= (FBCF + \Delta S)/PIB$).

10. Taux effectif de prélèvement fiscal, quèsaco ?

Le taux de prélèvement fiscal mesure l'effort du Gouvernement à collecter les impôts et taxes ($= \text{Total des impôts et taxes}/PIB$).

11. Compétitivité économique du pays, quèsaco ?

La compétitivité économique du pays est la capacité du pays à assurer le paiement de ses importations avec le rythme de croissance actuel, se mesure par le solde du commerce extérieur divisé par le PIB ($= SCE/PIB$).

12. Degré d'ouverture ou taux de dépendance de l'économie vis-à-vis de l'extérieur, quèsaco ?

Le degré d'ouverture de l'économie aux échanges internationaux mesure la part du commerce international (moyenne des exportations et des importations) dans la richesse annuelle créée.

13. Taux de couverture du commerce extérieur, quèsaco ?

Il indique la capacité du pays à financer ses importations par ses exportations ou encore la part des importations couvertes par les exportations ($\text{Exportations}/\text{Importations}$).

14. Taux de pénétration, quèsaco ?

Il représente le poids des importations dans les ressources totales et indique la part que représentent les importations sur le marché intérieur.

15. Propension moyenne à exporter, quèsaco ?

Il indique l'effort du pays à commercer avec le reste du monde ($\text{Exportations}/PIB$).

16. Propension moyenne à importer, quèsaco ?

Il indique l'effort du pays à commercer avec le reste du monde ($\text{Importations}/PIB$).

ANNEXES – PRINCIPALES DONNEES UTILISEES DANS LES COMPTES

1. Tableau 15 : *Indice de prix, taux de croissance de la population, taux de change, prix internationaux cacao, café et bois*

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Indices de prix locaux pour Malabo¹									
IPC Général	144.46	148.50	155.41	168.38	178.64	189.81	199.67	206.60	212.69
IPC produits alimentaires (pondération: 5972)	153.61	156.03	167.83	175.96	187.29	202.69	213.00	223.13	228.84
IPC produits non alimentaires (pondération: 4028)	130.89	137.34	136.99	157.15	165.81	170.70	179.90	182.10	188.75
<i>(1): Coefficient de liaison entre la base 2000 et la de 2008 est 1,554; Données d'IPC en base 2000.</i>									
Données sur la Population									
Taux considéré pour la croissance annuelle de la population	3.42	3.42	3.42	3.42	3.42	3.42	3.42	3.42	3.42
Population estimée	898 504	929 772	962 128	995 611	1 030 258	1 066 111	1 103 212	1 141 604	1 181 332
Taux de change	<i>(Source: www.imf.org: excahnge_rate_report)</i>								
Taux de change (FCFA pour 1 US\$, en moyenne)	522.891	479.292	448.413	472.133	495.207	471.832	510.552	494.153	494.400
Taux de change (FCFA pour 1 Euro)	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957	655.957
Prix internationaux des principaux produits exportés (\$US)	<i>(Source: www.worldbank.org/Commodity_price/)</i>								
Bois en grume (m ³) (Ref. Logs Malaysia)	239.43	267.98	292.30	287.20	278.17	390.51	360.51	305.43	282.04
Bois scié (m ³) (Ref. Logs Malaysia)	749.34	806.30	889.09	805.52	848.27	939.45	876.34	852.80	789.45
Cacao (livre/\$) (1 Kg = 2.2046 livre)	0.7215	0.8855	1.1706	1.3103	1.4211	1.3517	1.0849	1.1063	1.3890
Cacao (Tn/\$)	1 590.72	1 952.19	2 580.77	2 888.74	3 132.99	2 980.05	2 391.87	2 438.85	3 062.24
Café (livr/\$) (café robusta)	0.6755	0.8660	1.0528	0.7458	0.7874	1.0921	1.0282	0.9416	1.0054
Café (Tn/\$)	1 489.30	1 909.17	2 320.89	1 644.15	1 735.92	2 407.57	2 266.81	2 075.87	2 216.43
Prix internationaux (F.CFA)									
Bois en grume (m ³)	125 195.29	128 441.01	131 069.82	135 597.80	137 752.67	184 256.03	184 059.15	150 931.08	139 441.16
Bois scié (m ³)	391 824.77	386 451.65	398 680.41	380 314.33	420 070.07	443 260.86	447 417.91	421 412.18	390 305.03
Cacao (T/F.CFA)	831 772.38	935 668.81	1 157 251.30	1 363 869.45	1 551 476.80	1 406 080.46	1 221 172.81	1 205 162.31	1 513 971.52
Café (T/F.CFA)	778 740.80	915 047.78	1 040 718.87	776 258.64	859 639.64	1 135 967.90	1 157 321.90	1 025 796.33	1 095 804.57

2. Tableau 16 : Prix internationaux et nationaux pétrole et produits dérivés

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	
Prix internationaux des hydrocarbures	(Source: www.worldbank.org/Commodity_price/)									
Pétrole brut, prix moyen Brent, Dubai et WTI (US\$ par baril)	64.29	71.12	96.99	61.76	79.04	104.01	105.01	104.08	96.235	
USA Gaz naturel (US\$ par million BTU ou MMBTU)	6.72	6.98	8.86	3.95	4.39	4.00	2.75	3.73	4.37	
USA Gaz naturel (US\$ par mille mètres cubes)	184.65	191.86	243.39	108.55	120.51	109.88	75.63	102.47	120.07	
LNG (US\$ par mètre cube)	162.07	176.00	286.95	204.69	248.50	335.72	379.19	364.08	366.09	
Japon LNG (US\$ par million de BTU)	7.08	7.68	12.53	8.94	10.85	14.66	16.55	15.89	15.98	
Propane (centimes par gallon)	1.01	1.21	1.41	0.84	1.17	1.46	1.00	1.00	1.04	
Propane (US\$ par baril, Source : Mont Belvieu Spot Prices)	53.59	63.85	74.67	44.52	61.63	77.38	53.09	52.92	55.10	
Butane (US\$ par baril)	66.27	78.96	92.35	55.05	76.22	95.70	65.65	65.45	68.14	
Méthanol (US\$ par tonne métrique; Source : www.methanex.com)	417.33	472.58	549.58	253.42	371.92	441.67	451.83	527.64	541.17	
Ajustements des prix dus à la qualité et coûts des produits pétroliers	(Source: BEAC/FMI)									
Pétrole brut, prix moyen Brent, Dubai et WTI (US\$ par baril)	4.10	4.10	4.10	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	3.75	
USA Gaz naturel (US\$ par mille mètres cubes)	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
LNG (US\$ par mètre cube)	10.34	10.15	12.13	12.43	11.79	12.10	13.54	13.12	14.27	
Propane (US\$ par baril)	3.42	3.68	3.16	2.70	2.92	2.79	1.90	1.91	2.15	
Butane (US\$ par baril)	4.23	4.55	3.90	3.34	3.62	3.45	2.34	2.36	2.66	
Méthanol (US\$ par tonne métrique; Source : www.methanex.com)	26.62	27.25	23.23	15.39	17.65	15.92	16.14	19.01	21.09	
Prix reçus par la Guinée Equatoriale (en \$US)										
Pétrole brut, prix moyen Brent, Dubai et WTI (US\$ par baril)	60.19	67.02	92.89	58.01	75.29	100.26	101.26	100.33	92.49	
USA Gaz naturel (US\$ par mille mètres cubes)	184.65	191.86	243.39	108.55	120.51	109.88	75.63	102.47	120.07	
LNG (US\$ par mètre cube)	151.73	165.86	274.82	192.26	236.71	323.62	365.65	350.96	351.82	
Propane (US\$ par baril)	50.17	60.17	71.51	41.81	58.71	74.59	51.19	51.01	52.95	
Butane (US\$ par baril)	62.05	74.41	88.44	51.71	72.60	92.25	63.31	63.09	65.49	
Méthanol (US\$ par tonne métrique; Source : www.methanex.com)	390.72	445.34	526.35	238.03	354.27	425.74	435.70	508.63	520.08	
Prix reçus par la Guinée Equatoriale (en F.CFA)										
Pétrole brut, prix moyen Brent, Dubai et WTI (F.CFA/baril)	31 472	32 121	41 653	27 387	37 285	47 306	51 698	49 577	45 725	
USA Gaz naturel (F.CFA/mille mètres cubes)	96 553	91 958	109 141	51 251	59 675	51 845	38 611	50 634	59 364	
LNG (F.CFA/BBl; 1m ³ LNG = 6,289811 barils)	12 614	12 638	19 592	14 432	18 637	24 276	29 680	27 573	27 654	
Propane (F.CFA/baril)	26 234	28 837	32 068	19 741	29 072	35 194	26 135	25 208	26 180	
Butane (F.CFA/baril)	32 444	35 663	39 658	24 414	35 954	43 525	32 322	31 175	32 377	
Methanol (F.CFA/BBl; 1TM = 7,97 bariles)	25 634	26 781	29 614	14 101	22 012	25 204	27 910	31 536	32 262	
Prix moyen des produits dérivés (F.CFA/baril)	24 232	25 980	30 233	18 172	26 419	32 050	29 012	28 873	29 618	

3. Tableau 17: Exportations en volume et valeur

Exportations par produits en volume	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Cacao (Tonne)	2 376.89	657.69	1 596.44	1 238.75	792.10	528.56	863.14	528.74	668.84
Café (Tonne)		118.20	125.20	132.80	140.70	149.2	158.1	167.6	177.7
Bois en grume (1000 m ³)	460.60	547.30	152.24	38.39	234.46	237.93	301.34	290.98	320.61
Pétrole brut (Baril)	120 966 894	124 219 691	127 440 475	109 946 269	103 809 815	99 521 731	109 427 316	94 009 197	94 422 650
Propane (Baril)	4 822 356	4 727 924	4 955 688	5 237 917	4 509 671	4 794 991	4 549 437	4 659 856	4 093 866
Butane (Baril)	2 779 018	2 891 432	2 826 491	2 886 346	2 695 217	2 782 686	2 650 207	2 796 234	2 698 139
LNG (m ³)	0	3 118 873	7 832 292	8 782 892	8 495 946	8 509 822	8 282 411	8 888 767	8 881 493
LNG (Baril; 1m ³ LNG = 6,289811 barils)	0	19 617 122	49 263 636	55 242 731	53 437 895	53 525 172	52 094 800	55 908 664	55 862 912
Méthanol (Tonne Métrique)	968 834	1 142 864	771 358	960 375	742 537	1 082 236	945 420	977 405	987 105
Méthanol (Baril; 1TM = 7,97 BBI)	7 721 610	9 108 626	6 147 723	7 654 189	5 918 020	8 625 421	7 534 997	7 789 918	7 867 226
Total pour les produits dérivés (Baril)	15 322 984	36 345 104	63 193 539	71 021 182	66 560 802	69 728 270	66 829 441	71 154 672	70 522 143
Exportations par produits en valeur (Millions de F.CFA)									
Cacao (Camara de Comercio, Agrícola, Industria y Forestal de Bioko)	1 426	399	1 141	940	697	556	808	507	753
Café (BEAC)	76	96	113	92	112	156	171	159	177
Bois en grume (BEAC: 2006-2010, OCIEF/DGB: 2011-2014)	29 168	34 029	12 495	3 377	16 839	20 118	26 811	18 209	18 685
Pétrole brut (MMH, DGSCN/INEGE)	3 807 070	3 990 061	5 308 278	3 011 098	3 870 549	4 707 975	5 657 173	4 660 694	4 364 417
Total pour les produits dérivés (MMH, DGSCN/INEGE)	371 299	944 237	1 910 530	1 290 597	1 758 453	2 234 774	1 938 839	2 054 449	2 122 492

4. Tableau 18: Données sur les boissons et l'électricité

Unité: Millions F.CFA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Agroalimentaire - Boissons:									
Bières (Hectolitres)	115 624	158 334	175 943	166 141	200 619	211 212	194 643	169 680	152 712
Bières (Millions F.CFA)	3 329	4 078	4 348	4 924	5 639	8 173	8 732	7 961	6 767
Autres boissons (Hectolitres)	21 084	34 837	44 147	48 427	78 087	98 060	126 052	83 928	75 535
Autres boissons (Millions F.CFA)	319	748	902	980	1 683	3 159	3 788	3 124	2 812
Total Volume (Hectolitres)	136 708	193 171	220 090	214 568	278 706	309 272	320 695	253 608	228 247
Total Valeur (Millions F.CFA)	3 648	4 826	5 250	5 904	7 322	11 332	12 520	11 085	9 579
Electricité (Malabo):									
Production brute (1000 Kw/h)	117 222	123 361	134 258	158 977	188 984	233 254	345 906	424 569	428 341
Consommation facturée (1000 Kw/h)	90 201	96 953	106 532	126 550	148 144	250 448	375 704	386 178	396 335
Consommation facturée/production Brute %	76.9%	78.6%	79.3%	79.6%	78.4%	107.4%	108.6%	91.0%	92.5%
Consommation Facturée (Million F.CFA)	8 680	9 439	10 364	11 891	13 744	23 201	31 650	34 298	60 817
Recouvrement (Million F.CFA)	5 602	5 068	3 376	3 501	4 021	4 012	6 997	8 617	10 728
Recouvrement %	64.5%	53.7%	32.6%	29.4%	29.3%	17.3%	22.1%	25.1%	17.6%
Nombre d'abonnés	18 009	19 428	21 020	22 148	23 258	23 868	28 469	30 113	23 578
avec compteurs	1 669	1 633	1 771	1 879	1 993	2 258	2 746	3 038	6 780
au forfait	16 340	17 795	19 249	20 269	21 265	21 610	25 723	27 075	16 798

5. Tableau 19: Données sur la production de sable et graviers, les services et ventes de carburants

Unité: Millions F.CFA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Production de sable et graviers Vol (m3)	505 882	809 457	1 144 085	1 519 190	1 857 134	1 298 717	933 029	2 235 250	2 267 803
Transport aérien de Malabo:									
Nombre de vols	13 568	15 019	13 920	14 107	19 103	19 935	20 936	24 185	23 773
Nombre de passagers à l'arrivée	130 699	184 450	192 408	189 625	238 189	295 559	356 761	387 296	401 599
Nombre de passagers au départ	140 170	184 782	199 704	194 708	243 848	297 724	359 428	411 331	415 297
Fret et courriers (tonne)	6 846	8 291	13 018	7 557	6 070	5 672	4 490	6 140	4 714
Transport maritime de Malabo:									
Nombre de bateaux à l'entrée	438	442	609	634	619	508	453	649	569
Vol. Marchandises débarquées (tonne)	371 372	404 702	482 312	494 194	531 152	549 900	633 879	622 690	656 935
Vol. Marchandises embarquées (tonne)	6 162	6 112	2 326 656	1 880 960	2 508 971	2 131 230	2 125 151	1 380 380	1 223 723
Ventes de carburants (Litres):									
RED-Gasolina	29 546 920	36 509 288	44 670 763	44 834 856	50 692 712	64 484 522	71 522 195	58 797 328	92 428 679
RED-Gasoil	139 267 759	170 180 218	181 259 977	229 041 393	283 527 710	326 516 805	274 926 683	249 238 423	283 896 965
RED-Jet-A1	41 094 222	45 535 500	50 643 699	37 027 676	48 288 343	63 353 284	89 776 131	92 488 738	76 215 895
RED-Pétróleo	11 131 602	11 014 468	12 831 116	14 206 738	18 495 775	16 263 031	18 079 999	24 430 625	18 051 680
Total	221 040 503	263 239 474	289 405 555	325 110 663	401 004 540	470 617 642	454 305 008	424 955 114	470 593 219

Sources : ASECNA, Ministère des Mines et Hydrocarbures

6. Tableau 20: Données sur l'administration publique (TOFE)

Unité: Millions F.cfa	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
TVA	28 847	30 267	30 251	44 000	45 607	39 324	41 280	43 103	50 409
Impôts sur Imports	5 315	6 461	6 144	9 404	9 667	11 254	12 017	14 551	14 699
Impôts sur Exports	4 900	6 315	1 141	658	2 578	2 624	2 813	2 298	3 290
Impôts sur produits pétroliers						14 956	12 793	13 526	12 749
Impôts sur autres produits	7 193	9 050	9 224	11 201	15 790	25 072	24 222	25 916	23 727
Impôts sur production	4 553	6 495	4 223	9 288	10 836	65 016	9 093	16 317	9 925
Subvention sur carburants	27 132	25 980	53 708	11 361	46 028	103 679	110 577	86 859	34 245
Subvention sur production	2 126	108	144	316	197	350	1 450	1 550	2 138
Impôts sur revenus et capital	494 533	454 782	643 882	870 535	573 039	649 465	1 001 874	796 137	818 943
Total Impôts et subventions	574 599	539 458	748 717	956 763	703 742	911 740	1 216 119	1 000 257	970 124
dont impôts	545 341	513 370	694 865	945 086	657 517	807 711	1 104 092	911 848	933 741
Masse salariale	40 679	52 481	56 366	70 654	77 810	79 822	99 818	109 506	112 347
Dépenses biens et services	88 123	98 651	160 670	196 309	204 800	231 818	475 988	487 714	416 965
CCF - Conso. de Capital fixe	232 353	304 463	399 239	575 429	695 650	819 193	980 649	1 073 747	1 148 610
Dépenses d'investissement	759 837	1 018 846	1 391 510	2 482 257	2 062 928	2 266 437	3 208 068	2 457 203	2 338 336

Sources : MHP – DGB-TGE

7. Tableau 21 : Données sur la Balance des paiements cohérentes avec les comptes nationaux

Unité: Millions F.CFA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Solde du commerce extérieur	2 994 479	3 681 152	4 919 976	3 012 141	3 418 466	4 812 600	4 652 483	4 408 887	4 183 242
Exportations,fob	4 252 191	5 514 870	7 841 228	5 254 081	6 883 203	7 517 527	8 177 665	7 291 675	6 964 899
Pétrole brut	3 807 070	3 990 061	5 308 278	3 011 099	3 870 549	4 707 975	5 657 173	4 660 694	4 317 476
Méthanol et autres gaz	371 298	944 248	1 910 531	1 290 585	1 758 448	2 234 778	1 938 851	2 054 429	2 088 748
Bois	29 168	34 029	12 495	3 377	16 839	17 402	23 203	18 209	18 685
Cacao	1 426	399	1 141	940	697	556	808	507	753
Café	76	96	113	92	112	156	171	159	177
Divers	43 153	546 037	608 670	947 988	1 236 558	556 660	557 460	557 677	539 060
Importations,fob	-1 257 712	-1 833 718	-2 921 252	-2 241 940	-3 464 737	-2 704 927	-3 525 182	-2 882 788	-2 781 657
Secteurs pétrolier et gazier	-512 426	-597 403	-1 375 897	-1 402 110	-2 230 833	-180 438	-210 054	-189 044	-176 966
Secteur du bois	-1 153	0	-3 129	-714	-959	-650 928	-757 264	-677 532	-587 923
Secteur public	-7 868	-14 044	-15 177	-20 042	-29 390	-1 611 506	-2 270 648	-1 744 923	-1 751 835
Autres	-736 265	-1 222 271	-1 527 049	-819 074	-1 203 555	-262 055	-287 216	-271 289	-264 932
Balance des services	-562 121	-977 322	-519 087	-1 133 685	-1 251 165	-1 208 130	-1 550 865	-1 328 733	-1 461 409
Fret et assurances sur marchandises	-216 496	-358 038	-373 345	-320 537	-431 127	-405 529	-528 517	-428 420	-416 889
Crédit	181	288	315	714	160	210	260	310	360
Débit	-216 677	-358 326	-373 660	-321 251	-431 287	-405 739	-528 777	-428 730	-417 249
Services officiels	-2 513	216	1 034	-8 260	-9 366	-9 038	-8 778	-8 559	-8 230
Crédit	2 810	4 326	4 085	5 964	6 895	7 227	7 490	7 712	8 044
Débit	-5 323	-4 110	-3 051	-14 224	-16 261	-16 265	-16 269	-16 271	-16 273
Voyages et séjours	-20 012	-21 794	-39 399	-52 735	-73 318	-84 297	-111 059	-103 316	-106 155
Crédit	9 108	8 223	6 855	6 763	5 742	6 121	6 420	6 703	7 118
Débit	-29 120	-30 017	-46 254	-59 498	-79 060	-90 418	-117 479	-110 018	-113 273
Autres services privés	-316 760	-583 151	-100 379	-730 470	-695 554	-679 886	-863 387	-757 418	-900 135
Crédit	64 327	8 823	34 086	6 661	23 693	23 893	24 093	24 293	24 493
Débit	-381 087	-591 974	-134 465	-737 131	-719 247	-703 779	-887 480	-781 711	-924 628
Autres transports et assurances	-6 340	-14 555	-6 998	-21 683	-41 800	-29 380	-39 123	-31 019	-30 001
Crédit	13 358	15 453	4 528	1 080	2 979	3 079	3 179	3 279	3 379
Débit	-19 698	-30 008	-11 526	-22 763	-44 779	-32 459	-42 302	-34 298	-33 380

Sources : BEAC et MEPIP – DGSCN/INEGE

7. Tableau 21 : Données sur la Balance des paiements cohérentes avec les comptes nationaux (suite)

Unité: Millions F.CFA	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Balance des revenus	-1 122 643	-1 256 145	-2 289 656	-2 402 930	-3 332 928	-3 552 926	-3 852 348	-3 796 023	-3 778 540
Rémunération des salariés	-57 284	-27 584	-19 562	-61 354	-57 674	-66 472	-86 367	-80 881	-83 274
Crédit	267	160	248	156	448	0	0	0	0
Débit	-57 551	-27 744	-19 810	-61 510	-58 122	-66 472	-86 367	-80 881	-83 274
Revenus des investissements	-1 065 359	-1 228 561	-2 270 094	-2 341 576	-3 275 254	-3 486 454	-3 765 981	-3 715 141	-3 695 266
Crédit	30 972	26 419	10 921	2 325	2 580	2 880	3 180	3 480	3 780
Débit	-1 096 331	-1 254 980	-2 281 015	-2 343 901	-3 277 834	-3 489 334	-3 769 161	-3 718 621	-3 699 046
dont: Intérêts dette publique	-3 290	-8 023	0	-542	-18 487	-26 468	-31 437	-32 959	-16 013
Rémunération des investissements privés					-3 259 347	-3 462 866	-3 737 724	-3 685 662	-3 683 033
Solde de la balance des transferts courants	-17 579	-21 915	-27 159	-33 492	-41 132	-94 032	-127 044	-151 681	-149 126
Privé	-16 037	-20 373	-25 617	-31 950	-39 590	-98 312	-131 324	-143 961	-153 406
Crédit	6 647	6 847	7 047	7 247	7 447	12 655	12 855	13 055	13 255
Débit	-22 684	-27 220	-32 664	-39 197	-47 037	-110 967	-144 179	-157 016	-166 661
dont: envois de fonds des travailleurs	-13 212	-15 854	-20 025	-24 030	-28 836	-75 852	-98 554	-107 329	-110 504
Public	-1 542	-1 542	-1 542	-1 542	-1 542	4 280	4 280	-7 720	4 280
Crédit	3 136	3 236	3 336	3 436	3 536	6 075	6 175	-5 725	6 375
Aide budgétaire	-6 000	0
Autres	3 136	3 236	3 336	3 436	3 536	6 075	6 175	6 275	6 375
Débit	-4 678	-4 778	-4 878	-4 978	-5 078	-1 795	-1 895	-1 995	-2 095
Pour mémoire:									
Exportations de biens et services	4 341 975	5 551 983	7 891 097	5 275 263	6 922 672	7 558 057	8 219 108	7 333 972	7 008 293
Importations de biens et services	-1 909 617	-2 848 153	-3 490 208	-3 396 807	-4 755 371	-3 953 587	-5 117 489	-4 253 817	-4 286 460

Sources : BEAC et MEPIP – DGSCN/INEGE

Encadré 7 : Méthodologie d'élaboration des Comptes Nationaux

1. Cadre méthodologique de l'année de base 2006

Afin d'élaborer une année de base des comptes nationaux et ce, conformément au SCN93⁴, il est important d'établir des normes et nomenclatures pour les sources de données, opérations, produits, branches, secteurs institutionnels et agents économiques, etc., nécessaires pour décrire l'économie.

2006 a été retenue comme année de base du fait que ce fut l'année de réalisation de la première Enquête Équatoguinéenne auprès des Ménages (EEM), qui mesure la dépense de consommation finale des ménages. La pertinence de considérer 2006 comme année de base fut confirmée par un examen des années de base des autres pays de la CEMAC, afin de garantir une plus grande comparabilité régionale.

Pour mesurer l'activité du secteur privé, et en particulier l'activité des entreprises, on a besoin des déclarations statistiques et fiscales (DSF), documents que les entreprises doivent déposer auprès de la Direction Générale des Impôts et Contributions (DGIC) au plus tard le 30 avril de l'année suivant la période couverte par la DSF. Pour compléter les données obtenues des DSF, une campagne par envoi de courriers a été organisée. Il a été ainsi possible de collecter des informations d'entreprises dont la DGIC ne disposait pas. Un questionnaire léger a de même été élaboré afin de couvrir une partie du secteur privé ne présentant pas de DSF (éducation, santé, commerce, etc.). En dépit de tous ces efforts visant une collecte la plus exhaustive possible des données, force est de remarquer qu'il manquait encore des informations significatives qui ne pouvaient être capturées qu'à travers la réalisation d'un recensement national d'entreprises.

Collecte et traitement de données primaires par secteur

Un Tableau à la fin (cf. infra p...) offre un éventail général de l'ensemble des DSF disponibles, ainsi que les autres sources de données utilisées et les estimations réalisées par secteur. La présente section décrit les techniques d'estimation et les hypothèses spécifiques appliquées à chaque secteur, il y est aussi offerte une appréciation qualitative de l'exactitude des résultats par secteur selon les sources de données disponibles. Pour les autres secteurs non spécifiés, les DSF ou données reçues ont été complétées par des estimations permettant de satisfaire l'équilibre offre-demande.

- Agriculture de subsistance (secteur 001001): En plus des données reçues de la Direction Générale du Développement Rural (DGDR), des estimations par produit plus les importations correspondantes (offre), ont été confrontées à la demande interne, égale à la consommation totale des ménages (EEM2006) plus consommation intermédiaire des secteurs; Estimations qui se sont basées sur l'hypothèse que la «production nationale de l'agriculture de subsistance satisfait seulement 30% de la demande interne, le reste étant couvert par les importations» selon le rapport de la BEAC «*Rapport 2006 – Conseil National du Crédit*» (p. 34).
- Élevage et chasse (secteur 002000): Les données reçues de la DGDR ont été complétées par des estimations sur la base de l'hypothèse du Ministère de l'Agriculture: «pour chaque 3 500 tonnes de viande importée durant l'année, on abat localement 150 tonnes». Sachant que la production locale de viandes représente 4.3% des importations; on déduit la quantité d'animaux à abattre pour avoir une telle quantité de viande. Un travail plus rigoureux devra être fait pour se conformer à la méthodologie relative à l'élevage lors du passage à une nouvelle année de base des comptes.
- Sylviculture (secteur 003000): Confrontation de l'information de la BEAC, de la Direction Générale des Forêts (DGF) et des 3 DSF collectées pour le secteur (bois en grumes ou scié) pour estimer ou reconstituer toutes les DSF du secteur (bois en grumes) et celles du secteur bois scié (secteur 009004).
- Extraction de pétrole brut et gaz naturel (secteur 005001): La Direction Générale d'Hydrocarbures (DGH) a fourni des données sur les exportations en volume (120 966 894 barils en 2006), qui ont été confrontées à ce qui était déclaré dans les DSF des entreprises productrices de brut et gaz naturel. Un Prix a été déterminé pour valoriser ces exportations, en considérant le prix moyen international de types de pétrole brut standard (Brent, WTI et Dubaï), moins une décote pour raison de qualité, multiplié par le taux de change moyen.

⁴ SCN93: Système de Comptabilité National 1993 des Nations Unies.

Encadré 7 : Méthodologie d'élaboration des Comptes Nationaux (suite)

- Extraction de pétrole brut et gaz naturel (secteur 005001): (suite)
 Selon les standards internationaux de production, on connaît plus ou moins le coefficient technique⁵ et on a utilisé les DSF des entreprises du secteur pour avoir une ventilation des consommations intermédiaires.
 Pour ce qui est du gaz naturel, la production nette est déterminée comme la différence entre la production moins la part injectée et brûlée pour chaque entreprise. Il en résulte que seule Marathon avait une production résiduelle (71 593 mmpc⁶ en 2006). Les DSF de Marathon, Ampco Methanol et Alba Plant LLC ont été utilisées pour obtenir un prix estimatif à appliquer à ce volume.
 4 DSF d'entreprises productrices et 46 d'entreprises de services ont été traitées pour ce secteur.
- Autres activités extractives, sable et graviers (secteur 005002): Sur la base d'information fournie par la Direction Générale des sables et graviers et de la consommation d'intrants (en moyenne 1.3%) pour les grandes entreprises de la "construction", on a estimé la production nécessaire pour satisfaire cette consommation.
- Fabrication/confection de textiles, cuir et autres produits de voyage (secteur 00700): Les couturiers relèvent du secteur informel, un examen de la demande interne révéla qu'on avait besoin au moins d'une production locale de l'ordre de 36.4% des importations pour satisfaire cette demande. Pour ce qui est de l'artisanat, étant données la consommation des ménages et les importations, on a estimé la production nécessaire afin d'obtenir un équilibre entre l'offre et la demande interne.
- « Méthanol et autres gaz » ou produits dérivés (secteur 008001): On utilisa les exportations en volume de la DGH par produit, auxquelles on appliqua un prix, obtenu à partir de son prix international correspondant moins une décote pour raison de qualité comme obtenu par l'extraction du pétrole brut. Pour 2006, on a traité les DSF du secteur (Ampco Methanol et Alba Plant LL), retranchant de celle d'Alba Plant la part correspondante à la production du condensat 2, qui est déjà prise en compte dans la branche "005001" par la DGH. Avec les détails de la DSF d'Alba Plant, cette déduction n'a pas été difficile à réaliser. Cela a conduit à une grande similitude entre l'estimation de la production des dérivés et le contenu des DSF.
- Production, distribution d'électricité, eau et gaz (secteur 010001): La DSF de SEGESA, unique entreprise distributrice d'électricité, a été traitée. On a également estimé la DSF de la centrale thermique (Turbogas), grâce au gaz naturel acheté à Marathon et à l'électricité vendue à SEGESA. En plus pour 2006, disposant du détail des DSF de certaines entreprises, on a été capable de mesurer la consommation et la production pour compte propre d'électricité issue de groupes électrogènes sur la base de la consommation de gasoil pour la génération d'énergie. Un choix à corriger plus tard dans le cadre du passage à une nouvelle année de base des comptes du fait de la production d'électricité.
- Construction (secteur 011000): Les DSF de 29 entreprises ont été reçues de la DGIC, desquelles 6 ont été corrigées ou redressées. Les données ont été estimées ou reconstituées pour 61 DSF, en se basant sur les données reçues de la Trésorerie sur les paiements réalisés en vertu des contrats de ces entreprises avec l'État dans le cadre du programme d'investissements publics (PIP) de 2006. En plus, ont été traités les DSF de 14 entreprises offrant des services de contrôle de qualité, soit un total de 104 entreprises pour ce secteur.
- Transport terrestre (secteur 014001): Les DSF de 4 entreprises ont été disponibles, dont une réalisant de la location de véhicules avec conducteur. Une estimation a été réalisée pour prendre en compte le transport des 3 500 taxis et 1 098 camions et autobus. Le nombre de taxis a été déduit des données de 2004 multipliées par le taux de croissance de la consommation d'essence entre 2004 et 2006. La même méthode a été utilisée pour calculer le nombre de camions et autobus, en considérant le gasoil.

⁵ Le coefficient technique est le pourcentage de CI nécessaire pour produire un baril de pétrole brut, par exemple.

⁶ mmpc: millions de pieds cubiques.

Encadré 7 : Méthodologie d'élaboration des Comptes Nationaux (suite)

- Banques (secteur 015001): 3 banques privées et la BEAC représentèrent le secteur financier. On a utilisé les DSF des banques privées pour reconstituer celle de la BEAC national sur la base de données comptables issues de la gestion globale de la BEAC siège à Yaoundé.
- Administration publique (secteur 017001): Sur la base du TOFE, du PIP et des documents comptables des Entités Autonomes, on a pu disposer de l'ensemble des salaires et consommations de biens et services de l'Administration publique. Malheureusement, l'exécution budgétaire des mairies ou autres administrations locales en générale n'a pas été disponible. Selon le SCN93, la production de l'Administration se mesure par son coût de fonctionnement, qui est la somme des salaires payés, de sa consommation intermédiaire et de sa consommation de capital fixe (CCF). La CCF a été estimée, en considérant 75% de chaque exécution budgétaire du PIP entre 2000 et 2006, évaluée au prix de 2006 (indice de prix à la consommation ou IPC). La moyenne de tous ces montants a conduit à une valeur de la CCF de 232 351 millions de F.CFA pour 2006, calcul automatisé pour les années suivantes.
- Sécurité Sociale (secteur 017002): Le document comptable de l'INSESO a été disponible et traité. Pour toutes les entreprises non déclarantes à l'INSESO, il a été utilisé un taux moyen de 9.612% appliqué à la masse salariale payée pour estimer les cotisations qui auraient dues être payées à l'INSESO, sachant que la somme des cotisations payées par les différentes branches devait être réconciliée avec celle que l'INSESO déclarait avoir reçue des entreprises. Cette méthode a permis d'avoir une meilleure répartition des cotisations par branches.
- Education (secteur 018000): L'éducation publique a été estimée selon les recommandations du SCN 93, comme pour l'Administration publique. L'éducation privée en 2006 était représentée par approximativement 155 centres d'enseignement. Sur la base des données recueillies sur les sites internet des collèges français (Ecole Concorde) et nigériane (Negis) et de l'association «ACCEGE», ajoutées à celles des DSF des collèges "Claret" et "Espagnol", il a été possible de réaliser une estimation plus réaliste de l'éducation privée en 2006.
- Santé et bien-être social (secteur 019000): La santé publique a été estimée selon les recommandations du SCN 93. Sur la base des DSF de 4 cliniques privées et d'informations de l'hôpital régional de Malabo et du Ministère de Santé du Bien-être Social, une estimation plus réaliste du secteur sanitaire privé a pu être faite.

2. Cadre méthodologique pour les années suivantes, 2007-2012

Un outil sous Excel a été développé pour élaborer les Comptes Provisoires⁷: il part de l'année de base des comptes nationaux définitifs 2006, en utilisant les données disponibles pour les comptes et des indicateurs de volume et prix pour les données non disponibles. Le système des Comptes provisoires retenu, est constitué d'un classeur Excel contenant une dizaine de feuilles de travail: **MPR_1** matrice de production; **TEI_N-1** matrice des consommations intermédiaires (CI); **IPIL** feuille des indicateurs en volume des branches, à défaut d'un indice de Production Industriel (IPI); **IPCL** feuille d'indicateurs sur les évolutions des prix, en particulier IPC; **CB_N-1** feuille d'implémentation des comptes de branches, limitée à la production, demande de CI, valeur ajoutée et relation valeur ajoutée sur production; **ERE_N-1** feuille établissant les évolutions des matrices de demande de consommation finale, FBCF, et échanges extérieurs; **EQL** feuille de réalisation des équilibres ressources-emplois; **CTR** feuille de contrôle permettant d'apprécier la qualité de la convergence des données dans la recherche de la cohérence des Comptes, c'est le lieu de suivi de la réconciliation du PIB optique offre et demande; **RESULTAT_N-1_N** feuille de résultats des Comptes Nationaux provisoires pour une année N et N-1 et la feuille **RESULTAT_REF_FIXE** des Comptes aux prix de base fixe 2006. Il y a aussi une feuille « calcul » qui donne en temps réel les évolutions de la matrice des dépenses de consommation finale des ménages, des coefficients techniques des branches d'activités, de l'évolution globale des volumes et prix des échanges extérieurs.

⁷ Outil suffisamment robuste observant les principes du SCN93 et des équilibres demande-offre de CI.

Encadré 7 : Méthodologie d'élaboration des Comptes Nationaux (suite)

Le système distingue les données quasi-définitives des données estimées au moyen d'indicateurs économiques. Ainsi en se basant sur les données fréquemment disponibles et les plus représentatifs des branches d'activités retenues par le système des comptes nationaux provisoires, il a été construit des indicateurs qui permettent une estimation des comptes nationaux. La plupart des données utilisées pour élaborer ces indicateurs sont en annexe pour la période 2007-2014. Plus précisément :

- Agriculture : un indicateur pondéré a été élaboré en considérant les poids de l'agriculture de subsistance (volume taux de croissance de la population et en valeur IPC alimentaire) et d'exportation (volume de cacao exporté et prix à l'export) dans l'année de base.
- Bois : L'indicateur en volume est celui du bois exporté en volume et en valeur l'indice de prix à l'exportation du bois.
- Pétrole et les gaz : L'indicateur en volume est celui du pétrole ou du gaz exporté en volume et en valeur l'indice de prix à l'exportation du pétrole ou du gaz.
- Agroalimentaire : L'indicateur en volume est celui de la production en volume de bières et boissons gazeuses de la société SOEGUIBE et en valeur l'IPC produits alimentaires, l'indice de valeur issu des ventes de boissons de SOEGUIBE n'étant pas très robuste ou stable.
- Autres industries : L'indicateur en volume est celui du taux de croissance de la population, et en valeur, l'indice issu des dépenses d'équipements de l'État.
- Electricité : indice en volume des consommations en KW/h d'électricité et en valeur, volume x indice du prix moyen du KW/h.
- Construction : L'indicateur en volume est celui des dépenses d'investissements de l'État en BTP déflaté par l'IPC non alimentaire et en valeur l'IPC non alimentaire.
- Réparations de véhicules : L'indicateur en volume est celui des ventes en volume d'essence et de gasoil et déflaté par l'IPC non alimentaire.
- Transports et Telecom : Indice pondéré⁸ en volume du transport terrestre (consommations en volume d'essence et de gasoil), transport aérien (nombre de passagers voyageant de Malabo), transport maritime (fret maritime du port de Malabo) et Telecom (indice en volume issu du chiffre d'affaires de GETESA, déflaté par l'IPC non alimentaire). En valeur, volume x l'IPC non alimentaire a été retenu.
- Activités financières et l'Administration publique : les données réelles ont été directement retenues puisque disponibles.
- Toutes les autres branches : en volume le taux de croissance de la population a été retenu et en valeur, volume x l'IPC alimentaire ou non alimentaire selon le type de branche.

Des comptes ont été élaborés et sont disponibles jusqu'en 2014. Avec les DSF déjà collectées pour l'année 2013, donnant une information plus détaillée, l'élaboration des comptes nationaux définitifs de 2013 avec le logiciel ERETES est rendu possible et est en cours d'élaboration. Ce processus continuera à se réaliser pour les années à venir dans la mesure où l'on parvient à collecter ou obtenir une meilleure couverture du secteur privé par les DSF.

Le système des comptes nationaux provisoires dispose d'un classeur commun à toutes les années de comptes de nom générique « SCNP_GNQ_Data ». Il enregistre les données pour les domaines connus et les comptes définitifs et divers indicateurs. Une macro-instruction "Mac_GNQ_GB" permet de générer le classeur « SCNP_GNQ_Annee » pour une année donnée de comptes nationaux provisoires à partir de celui de l'année précédente.

⁸ Poids de chaque branche dans l'année de base 2006.

Ventilation de toutes les données utilisées lors de l'élaboration de l'année de base 2006 par secteur

Millions de F.cfa	VA officielle	VA estimée	Total VA	Sources de données et Commentaires
PIB au prix du marché	5 005 307	268 839	5 274 146	
PIB pétrole, dérivés inclus	3 972 383	0	3 972 383	
PIB non pétrole	1 014 401	268 839	1 283 240	
Secteur primaire	3 683 145	67 222	3 750 367	Total DSF du Secteur primaire = 55
- 001 - Agriculture	938	41 012	41 950	Estimation à partir de EEH2006, DGDR, Chambres de Commerce Bata et Malabo, BEAC
- 002 - Elevage et chasse	0	2 735	2 735	Estimations de la Direction Générale du Développement Rural (DGDR)
- 003 - Forestier	18 795	8 258	27 053	6 DSF traitées
- 004 - Pêche	1 520	6 817	8 337	Données de la DGRP et EEH2006, plus estimations à partir de données de la BEAC
- 005 - Activités extractives	3 661 892	8 400	3 670 292	3 DSF Entreprises productrices, 46 DSF de servicios; graviers estimations à partir des CI de la construction
Secteur secondaire	643 825	58 936	702 761	Total DSF du Secteur secondaire = 131
- 006 - Industries agroalimentaires	4 552	22 985	27 537	BEAC; 4 DSF Boulangerie et pâtisseries et EEH2006; 2 DSF Boissons; 1 DSF Agroalim.
- 007 - Fabrication textile, cuir, etc.	0	4 899	4 899	Estimations telles que demande = offre
- 008001 - Dérivés du pétrole	321 496	0	321 496	5 DSF dans le secteur des dérivés du pétrole
- 009 - Autres ind. manufacturières	5 815	16 494	22 309	4 menuiseries; 2 Briqueries; 7 DSF Bois scié; 1 DSF autres Industries et Estim. demande = offre
- 010 - Utilités (Electricité, eau, gaz)	12 006	5 220	17 226	1 DSF + estimation pour la central thermique; Eau: Estimations pour que offre = demande
- 011 - Construction	299 956	9 338	309 294	90 DSF de entreprises de construction et 14 DSF entreprises de services
Secteur tertiaire	659 814	142 681	802 495	Total DSF pour Secteur tertiaire = 181
- 012 - Commerce, réparations voitures	203 446	31 611	235 057	68 DSF et estimations pour la réparation de voitures
- 013 - Restaurants et hôtels	1 235	20 369	21 604	10 DSF de restaurants et hôtels, et estimations
- 014 - Transports et Telecom.	95 345	41 625	136 970	4 DSF Transp. Terrestre; 9 Transp. aérien; 24 Transp. maritime; 2 Telecom.
- 015 - Activités financières	28 362	0	28 362	3 DSF de Banques commerciales et BEAC; 4 DSF entreprises d'assurance
- 016 - Autres activités marchandes	17 912	33 448	51 360	44 DSF entreprises autres services marchands
- 017 - Administrations publiques	302 452	0	302 452	TOFE, Execution du PIP par entreprises, bilans des Entités autonomes
- 018 - Education privée	35 258	0	35 258	4 DSF d'écoles privées + estimations pour les 151 centres éducatifs
- 019 - Santé et bien-être social privés	896	15 628	16 524	8 DSF cliniques privées + Estimations pour les centres de santé
- 020 - Autres activités sociales privées	0	0	0	
- 021 - Services intermédiation financière indirecte	-25 092	0	-25 092	
Droits et taxes sur importations et subventions	18 523	0	18 523	Total de DSF utilisées pour l'année de base 2006 = 367

SIFIM: Services d'intermédiation financière indirecte